

prenant toujours partie du PNT et contre les Hongrois de l'UPH. En très bon termes avec Tătărescu, suivant les instructions de Georges Bidault, il n'arrêtait pas de donner des leçons au roi Michel sur les „gestes amicaux” de Vychinsky, qui, en vérité, lui imposa le gouvernement prosoviétique de Petru Groza. En même temps, Paul-Boncour reprocha à ce même gouvernement de poursuivre une politique „des nationalités” „moscoute” et épousa la cause de la „suprématie roumaine” et la „politique des minorités de la SDN” pronées par Tătărescu et le Parti National Paysan de Iuliu Maniu, partisans de la Grande Roumanie.

Cependant, ces politiques échouèrent pendant la guerre et furent défaits par la même Union Soviétique que la France, officiellement, devait ménager. Gabriel Richard à Cluj et Jean Paul-Boncour à Bucarest tirèrent leurs informations des partis historiques, et du „Ministère Royal des Affaires Étrangères”. Les rapports des représentants français reflétèrent les mêmes *contradictions* que les informations transmises par leurs homologues anglo-américains, pourtant critiqués par Paul-Boncour, avec la notable différence, que la critique – anti-communiste – de la politique du gouvernement Groza, entraînait en collision flagrante avec le rôle „médiateur” de la France entre l'Est et l'Ouest, les conseils de modération proférés par les diplomates français au souverain roumain et aux partis historiques, envers la puissance tutélaire, qui justement était à l'origine de tous les faits et gestes du gouvernement Groza. Au fond, Jean Paul-Boncour transposa la politique française et roumaine de l'entre-deux-guerres, envers la Hongrie et les Hongrois de Transylvanie, que le Quai d'Orsay (le Département) paraît dépasser à l'automne 1945. Georges Bidault, pour un moment, s'est inscrit en faux contre cette politique d'antan, dans ses interventions du 20 septembre 1945, lors de la session du Conseil des Ministres des Affaires Étrangères.

Le code des minorités, proposé par le gouvernement hongrois, n'a pas été adopté par la conférence de Paris. Moscou n'a pas voulu soutenir les revendications de la protection des minorités. „L'insupportable irrédentisme” des Hongrois n'a été soutenu par aucune puissance victorieuse. L'utilisation politique de l'UPH contre les partis historiques a été balayé par leurs défaite électorale et par la décision territoriale finale des grandes puissances. Il n'y avait plus de raison – diplomatique – de ménager les Hongrois. *Une fois la Roumanie entrée dans la possession de ces territoires, „les privilèges” accordés aux Hongrois disparurent.* Pour le règlement bilatéral des problèmes roumano-hongrois, il n'y avait plus de pressions extérieures, aucune contrainte de modération. La population hongroise est restée sans défense et sans protection face au déchaînement du nationalisme roumain, exposée à l'arbitraire du pouvoir d'État, qui pouvait montrer, cette fois-ci, son véritable visage. „Les concessions” en faveur des Hongrois entre mars 1945 et novembre

1946, la construction de la clientèle ouvrière hongroise, n'étaient que des mesures tactiques, éphémères d'un pouvoir pro-soviétique, qui visait, avant tout, la consolidation du „don”, du „cadeau” territorial reçu des mains de Staline et de Vychinsky. Les craintes de Jean Paul-Boncour se révélèrent infondées.

EPILOGUE: LA GENÈSE DE LA GUERRE FROIDE ET LES RELATIONS ROUMANO-HONGROISES

1. Les répercussions en Transylvanie de la défaite des partis d'opposition en Roumanie et du renversement du gouvernement de Ferenc Nagy en Hongrie. La visite de Groza et de Bodnăraş à Budapest

Le tournant de l'année 1946/1947 bouleversa profondément le jeu politique en Roumanie et en Hongrie. Les conséquences des élections frauduleuses en Roumanie, la destruction des partis „historiques”, d'une part, le montage soviéto-communiste d'une „conspiration” de la „Communauté Hongroise” (Magyar Közösség) en Hongrie, conduisant à l'effondrement du Parti des Petits Propriétaires et du gouvernement, d'autre part, ont complètement changé la donne des relations roumano-hongroises et la situation de la minorité hongroise en Transylvanie.

1.1. Incidence des élections roumaines sur la situation des Hongrois

Gabriel Richard, le consul de France à Galatz, en mission à Cluj, fut l'observateur de ces élections dans la capitale transylvanienne: „l'impossibilité totale, absolue, dans laquelle l'opposition s'est trouvée non seulement de faire connaître ses idées et son programme, mais aussi de répondre aux accusations souvent calomnieuses contre ses chefs”, le fait que ces partis n'ont pu tenir aucune réunion, publier aucun journal, „la propagande du bloc gouvernemental s'est effectuée sinon d'une façon très intelligente et très convaincante tout au moins avec un luxe pour ne pas dire une débauche – de publicité” dépassant le lancement des tournées de „Barnum ou de Buffalo-Bill”, le maltraitement systématique des militants de l'opposition, ont eu raison des partis „historiques”. Richard nota: par „ce muselage systématique de l'opposition, le gouvernement n'a, il est vrai, rien innové. Les pressions sur les fonctionnaires, les arrestations de candidats, de militants et d'hommes de confiance des partis adverses, les perquisitions inopinées, les intimidations et les chantages

ont été en Roumanie sous tous les régimes, choses fréquentes en périodes d'élections, mais il faut reconnaître au gouvernement actuel le mérite de les avoir perfectionnés et considérablement intensifiés" avec les appels faits aux électeurs en faveur du bloc gouvernemental par les représentants de l'armée, de l'université, des divers corps des fonctionnaires et „même des artistes de l'Opéra". Les résultats des élections reflétèrent ces „manipulations audacieuses des urnes et des procès-verbaux", ce sont „les résultats d'une plaisanterie sinon sinistre, tout au moins de fort mauvais goût": parmi 192 000 électeurs dans la circonscription de Cluj, le bloc gouvernemental a eu 120 000 votes, l'UPH 43 000, le PNT de Iuliu Maniu 19 000¹.

Dans son rapport sur „la minorité hongroise et les élections du 19 novembre", Jean Paul-Boncour fit un commentaire au discours de Gyárfás Kurkó, le président de l'UPH, prononcé au Parlement roumain, le 14 décembre 1946. Le représentant politique français à Bucarest déplora que „dans le cadre de la politique de « nationalités », les Hongrois de Transylvanie peuvent faire corps avec leurs compatriotes tout en continuant de bénéficier, au propre et au figuré, de la citoyenneté roumaine"; „on ne se contente donc plus de différer *sine die* l'expulsion des éléments que le régime Horthy introduisit en Transylvanie du Nord, au cours des années d'application de l'arbitrage de Vienne, et qui y encombrèrent encore tant de postes secondaires d'ordre administratif ou technique... ainsi que les logements des Roumains qu'ils expulsèrent et qui, revenus aux lieux de leur résidence d'avant-guerre, ne sont pas admis à leur rendre la pareille"; „on remet en possession de leurs avoirs ceux de ces éléments importés ou des minoritaires d'avant-guerre, dont les activités pro-axistes ou anti-roumaines avaient été telles qu'ils préférèrent fuir les forces libératrices roumano-soviétiques". Jean Paul-Boncour trouvait donc que „dans le domaine de *l'apaisement*, il est en vérité difficile pour le gouvernement royal d'aller plus loin. Le Front National Démocratique y a d'ailleurs perdu les votes massifs qui, dans tous les villages roumains de Transylvanie où je suis passé au cours du dernier week-end, se

¹ MAE, *Série Z, Europe 1944-1949. Roumanie*, vol. 24. Le rapport no. 21 de Gabriel Richard de Cluj le 22 novembre 1946, „Élections et campagne électorale à Cluj". Voir aussi: *Strategii și politici electorale în alegerile parlamentare din 19 noiembrie 1946* [Stratégies et politiques électorales dans les élections parlementaires du 19 novembre 1946], éd. Virgiliu Țărău et I.M. Bucur, Cluj, Centrul de Studii Transilvane, 1998; Virgiliu Țărău, *Alegeri fără opțiune. Primele scrutinuri parlamentare din Centrul și Estul Europei după cel de-al doilea război mondial* [Élections sans options. Les premiers scrutins parlementaires en Europe centrale et orientale après la Deuxième guerre mondiale], Cluj, Edit. Eikon, 2005, pp.427-493.

sont portés sur les listes de l'opposition tzaraliste". Paul-Boncour avait des doutes sur l'orientation politique des Hongrois de Transylvanie: „la clientèle magyare est-elle, pour autant, assurée solidement au gouvernement du Dr. Groza?" Tout le haut clergé magyar de l'Ardeal est aussi „réactionnaire", au sens français du mot, qu'irrédentiste dans les inspirations qu'il transmet aux religieux qui dépendent de lui; „et l'influence de ce clergé est considérable dans les milieux minoritaires dont il fut longtemps le seul guide".

Jean Paul-Boncour fit une rencontre avec un jeune prélat hongrois de Oradea Mare [Mgr. Cerynczky], abbé des Prémontrés, „irrédentiste" aux yeux du représentant français à Bucarest, puisqu'il lui demanda „si la France ne prendrait pas, quelque jour, l'initiative de faire rendre justice à la nation hongroise". Il ressortait clairement de ses propos que „si beaucoup de paysans hongrois ont voté par opportunisme en faveur des listes de l'Union Populaire Hongroise, ils n'en sont pas moins écoeurés de la collaboration de ce groupement avec les communistes de Bucarest: leur rêve, entretenu sans beaucoup de peine par les échos qu'ils reçoivent de la propagande de Budapest, est de voir la Transylvanie faire à nouveau partie intégrante de la vieille Hongrie; en attendant, ils continuent de haïr les Roumains des villages ou des départements voisins, tout en prospérant du mieux qu'ils peuvent dans un pays dont le gouvernement, présidé par le Dr. Groza, s'est avisé, conformément aux directives de Moscou, de leur donner une situation privilégiée dans l'ensemble, par rapport à l'élément majoritaire roumain, en tout cas incomparablement meilleure que celle dont jouissaient les minoritaires hongrois d'avant-guerre"².

Pour appuyer sa thèse, Jean Paul-Boncour mentionna le communiqué de la vice-présidence soviétique de la Commission de Contrôle Aliée: „à la suite d'interventions répétées du gouvernement Groza, seront restitués à leur propriétaires les biens des citoyens hongrois qui, au moment de l'armistice, s'étaient réfugiés en territoire ennemi et avaient été dépouillés de leurs avoirs par les autorités soviétiques d'occupation"³. Justement, c'est là que le véritable visage du gouvernement Groza émergea. L'affaire CASBI (la Caisse pour l'Administration et la Surveillance des Avoirs Ennemis) fut négociée entre le gouvernement hongrois et roumain à partir du 7 décembre 1946. István Gyöngyössi, le nouveau représentant hongrois communiste à Bucarest, remplaçant Sándor Nékám,

² MAE, *Série Z, Europe 1944-1949. Roumanie*, vol. 24. Le rapport no. 159 de Jean Paul-Boncour de Bucarest, le 19 décembre 1946.

³ *Ibidem*.

proche du Parti des Petits Propriétaires, a réussi à faire conclure un protocole, qui fût susceptible de liquider cette question du contrôle des avoirs hongrois de l'ordre de 200 millions de \$⁴. Or, au grand étonnement des négociateurs hongrois, c'est Groza qui refusait de poser sa signature sur le document, en trouvant un prétexte dans les objections de Pătrășcanu et de Gheorghiu-Dej, qui refusèrent de régler le problème par la voie d'un accord inter-étatique.

Les autorités roumaines – Petru Groza lui-même, bénéficiaire de ces mesures d'expropriation au détriment des Hongrois – regardèrent ces avoirs comme l'objet de nationalisations. Les représentants des entreprises hongroises furent arrêtés et expulsés, les avoirs bloqués furent administrés par des Roumains qui les ont pris dans leur possession au nom de l'État roumain. La rigidité de la position gouvernementale roumaine se manifesta dans la question de la citoyenneté accordée aux Hongrois, qui, chassés en 1919-1920 de la Transylvanie, de retour en 1940 dans leur foyer, furent considérés comme des représentants du régime Horthy à expulser de la Roumanie. Leur nombre se chiffrait de 15 à 20 000 (et non pas à 300-400 000 comme disait Pătrășcanu dans son discours du 9 juin 1946). Malgré les promesses de Groza, ces réfugiés furent considérés comme apatrides (d'où leur surnom dans l'argot roumain d'aujourd'hui, appliqués à tous les Hongrois: „bozgor”, „sans patrie”). Les autorités roumaines ont empêché aussi le retour des prisonniers de guerre hongrois dans leurs foyers.

Gabriel Richard continuait à rapporter de Cluj „les satisfactions accordées aux Hongrois en matière culturelle: création d'un secrétariat général hongrois auprès du Ministère de l'Instruction Publique (Ödön Felszeghy, « Roumain de nationalité magyare », communiste), inspectorat hongrois autonome de l'enseignement (Hadházy et Erdélyi), création à Cluj d'un conservatoire hongrois de musique et de déclamation”⁵. Le représentant politique français à Bucarest résuma la situation ainsi: „le corps enseignant hongrois n'est donc plus en butte au contrôle, parfois vexatoire, des inspecteurs roumains de l'Éducation Nationale, il est libre d'agir à sa guise, l'éducation qu'il donne à la jeunesse magyare n'étant

⁴ Voir *Minorități etnoculturale. Mărturii documentare. Maghiarii din România (1945-1955)* [Minorités ethnoculturelles. Témoignages documentaires. Les Hongrois en Roumanie (1945-1955)], coord. Lucian Nastasă, Cluj, Centrul de Resurse pentru Diversitate Etnoculturală, 2002, pp.573-587.

⁵ MAE, *Série Z, Europe 1944-1949. Roumanie*, vol. 24. Le rapport no.1 de Gabriel Richard de Cluj, le 13 janvier 1947.

contrôlée que par des éléments strictement hongrois et dépendant du Secrétaire d'État magyar qui sera incessamment adjoint à M. Voitec"⁶. Paul-Boncour relata „le cours plus que bienveillant de la politique hongroise du cabinet Groza” qui incita l'UPH à adhérer – avec ses 28 députés, élus sur une liste indépendante – au bloc gouvernemental, le 11 février 1947, qui a rendu la Chambre „encore plus totalitaire” (le bloc disposait déjà de 84% des sièges). Le conflit linguistique apparaît aussi. Paul-Boncour rapporta: „ce n'est pas en faisant le jeu de la formation politique au pouvoir, que les Hongrois se rendront populaires auprès des Roumains (...) Un peu partout en Transylvanie, les minoritaires refusent toujours de s'exprimer en roumain”. Tout en admettant que les âgés ne sachent pas cette langue, la presse roumaine déplora que la jeune génération, qui a vécu vingt ans sous l'administration roumaine, ne parle pas le Roumain, tout en ayant des droits égaux avec les Roumains et rappela que la langue officielle est le Roumain⁷.

1.2. La chute du gouvernement démocratique hongrois et la vague de répression en Transylvanie

La signature des traités de paix avec la Roumanie et la Hongrie, le 10 février 1947, au palais du Luxembourg, a mis un terme non seulement au litige territorial, mais aussi à la protection des minorités nationales, à l'idée de l'autonomie et à la protection des droits des Hongrois à user leur langue librement dans la vie publique et dans l'administration. Une fois la Transylvanie acquise, le pouvoir communiste roumain assuré, les intérêts des Hongrois de Transylvanie ne furent plus pris en compte. Mais la signature des traités de paix, et avec cela, les perspectives du retrait éventuel des troupes soviétiques, provoquèrent des événements plus graves encore, qui ont mis fin à la période éphémère de l'interlude démocratique dans la Hongrie d'après-guerre.

Les grandes puissances victorieuses ont continué de négocier le traité d'État avec l'Autriche et procédé à l'audition des vues de leurs alliés sur le traité de paix allemand lors de la session des Vices-Ministres des Affaires Étrangères entre le 14 janvier et le 25 février 1947 à Londres. Il n'était pas exclu d'emblée que ces négociations aboutissent. Or, une telle perspective aura pu engendrer la conclusion d'un traité d'État avec

⁶ *Ibidem*. Télégramme no.165 de Jean Paul-Boncour de Bucarest, le 21 février 1947. Ștefan Voitec, Ministre de l'Éducation nationale roumain.

⁷ MAE, *Série Z, Europe 1944-1949. Roumanie*, vol. 24. Le rapport no. 4 de Gabriel Richard de Cluj le 1^{er} mars 1947 sur „Adhésion de l'Union Populaire Magyare au Bloc des Partis Démocratiques” le 11 février 1947. Paul-Boncour cita „Era Nouă” sur la question de langue.

l'Autriche, le retrait des troupes alliés de ce pays, et par conséquence les retrait de troupes soviétiques de la Hongrie et de la Roumanie, qui assuraient la liaison avec la zone d'occupation autrichienne de l'Union Soviétique. Pour parer à une telle éventualité, Moscou a décidé d'en finir avec le Parti des Petits Propriétaires de Ferenc Nagy et Béla Kovács (le Secrétaire général, „l'homme fort” du parti, un paysan démocrate, estimé même par ses adversaires), avec ses veilléités d'indépendance et d'orientation anglo-américaine et d'instaurer un gouvernement pro-soviétique. Ils ont choisi les méthodes policières pour atteindre cet objectif. Aux alentours de Noël 1946, à l'instigation des autorités militaires soviétiques, la sûreté militaire et la police secrète communiste hongroise ont commencé les arrestations des membres d'une organisation secrète, „la Communauté hongroise”, anti-nazie, mais anti-communiste. Les députés du Parti des Petits Propriétaires, proches du Premier Ministre furent aussi appréhendés, et le parti devait admettre la levée de leur immunité parlementaire. La crise politique a atteint son point culminant au moment de la mise en accusation de Béla Kovács. Son innocence ne pouvait pas être mise en doute. À la suite de son interrogatoire au siège de la police secrète, 60, avenue Andrásy, à Budapest (aujourd'hui, la Maison de la Terreur – nazie et communiste), il fut enlevé, le 5 février 1947, par les autorités militaires soviétiques, déporté en Sibérie (il fut de retour de là-bas, à l'automne 1956). Par cette mesure „préventive”, les Soviétiques – et leurs alliés, les communistes hongrois – ont obtenu ce qu'ils voulaient. La colonne vertébrale du Parti des Petits Propriétaires fut brisée. Au bout de quelques semaines, Mátyás Rákosi, le dirigeant communiste hongrois, a réussi à contraindre le Premier Ministre, Ferenc Nagy à démissionner, le 30 mai 1947, et à partir en exil, ce qui entraîna le départ du Ministre des Affaires Étrangères, János Gyöngyösi (à ne pas confondre avec le représentant hongrois communiste à Bucarest, István Gyöngyössi). Le Parti des Petits Propriétaires, jusqu'alors majoritaire, se décomposa rapidement. Le nouveau gouvernement de Lajos Dinnyés, formé le 10 juin 1947, fut de même nature que le gouvernement Groza. Il organisa des élections – frauduleuses – le 31 août 1947, où le Parti Communiste et ses alliés ont remporté la majorité des sièges.

C'est dans ces circonstances que Gabriel Richard envoyait ses rapports sur la vague d'arrestations des Hongrois et des Roumains en Transylvanie, qui culmina au début de mars 1947. Le diplomate français fut le seul témoin extérieur du commencement de la „panique” et de la terreur. Richard signala les arrestations et les perquisitions des „réactionnaires” par la sûreté générale, des milieux cultivés „tant Roumains qu'allogènes”, avocats, professeurs, ecclésiastiques, au nombre de deux cents, „suspectés de nourrir des sympathies pour l'Angleterre ou pour

l'Amérique", „dans toutes les villes de Transylvanie", transférés à Bucarest, à la prison de Văcărești et au camp d'internement de Pitești. Il voyait aussi „des patrouilles mixtes d'agents de police roumaine et de soldats russes" dans les rues de la capitale transylvanienne⁸.

Sur les motifs de ces arrestations, Richard décelait le „mécontentement grandissant et chaque jour plus perceptible de la majeure partie de la population". D'après le consul français „des questions ont été posées sur ce que pourrait être *l'attitude des inculpés en cas de retrait des troupes russes*". Parmi „les Magyars récemment arrêtés", on compte un nombre assez grand de personnes accusées d'avoir des attaches avec des hommes politiques hongrois compromis dans le dernier complot „réactionnaire" de Budapest, mais aussi des personnes qui tentèrent de „créer en Transylvanie un nouveau parti magyar, analogue à celui des « petits propriétaires »" en Hongrie. Le professeur de sociologie, József Venczel, fut parmi les premiers intellectuels hongrois de renom à être arrêté. Parallèlement à ces arrestations, Béla Demeter, le responsable des affaires transylvaniennes auprès du Président de la République de la Hongrie, Zoltán Tildy (Parti des Petits Propriétaires), délégué à la conférence de Paris, auteur du „code des minorités", a été appréhendé (en 1951, il fut livré à la police secrète roumaine et assassiné). Sándor Asztalos, un professeur de l'Université magyare, liait publiquement ces arrestations à „l'existence dans les pays voisins de complots anti-démocratiques tramés par certains milieux réactionnaires". „La Roumanie démocratique a voulu, par des mesures préventives, étouffer dans l'oeuf toute tentative analogue dans notre pays"⁹. Teohari Georgescu, le Ministre de l'Intérieur, a fait un communiqué, le 8 mai 1947, que les personnes qui troublaient l'ordre public, encourageant „des haines de caractère racial, créaient des organisations subversives et préparaient ou exécutaient des actes de terrorisme et de sabotage" seraient traduit en justice¹⁰.

Gabriel Richard voyait des „divergences" entre communistes, socialistes et nationaux-libéraux. En Transylvanie, le désaccord entre les communistes „plus agressifs", accaparant „tout le pouvoir et toutes les places", n'admettant pas certaines libertés fondamentales, faisant „imprudemment *table rase des sentiments nationaux encore solidement ancrés dans les masses*", s'attelant „avec trop de servilité au char de Moscou" et les socialistes, un parti „bourgeois" donnant une „importance exagérée" aux facteurs nationaux, avec des sections roumaine et

⁸ MAE, *Série Z, Europe 1944-1949. Roumanie*, vol. 24. Le rapport no. 5 de Gabriel Richard de Cluj, le 15 mars 1947, sur „les arrestations massives en Transylvanie".

⁹ MAE, *Série Z, Europe 1944-1949. Roumanie*, vol. 24. Le rapport no. 13 de Gabriel Richard de Cluj, le 26 avril 1947, sur „Arrestations en Transylvanie".

¹⁰ *Ibidem*. Télégramme no. 383 de Jean Paul-Boncour de Bucarest, le 9 mai 1947.

magyare, „frondeur”, ne montrant pas un „véritable esprit international s’inspirant de Moscou”, ne cessait de croître. L’UPH a pris une „attitude pour le moins étrange” pour Gabriel Richard. Gyárfás Kurkó fit adopter une position centriste, ni de gauche, ni de droite: „la réaction s’efforçait de tirer parti du sectarisme de gauche pour rompre l’union démocratique et arriver à ses fins”. Kurkó fut d’avis „que la garantie des droits nationaux ne saurait être séparée du triomphe de la démocratie; il a établi le principe qu’il ne saurait exister de priorité entre les deux nations”. „L’État ne peut distribuer à ses ressortissants que des miettes, mais le peuple hongrois en réclame sa part”. Richard voyait en cela l’émergence d’une opposition à l’UPH, qui „n’avait naguère derrière elle que quelques rêveurs isolés”, mais depuis l’adhésion de l’UPH au bloc gouvernemental „semblait revêtir une forme concrète”¹¹.

L’Union Populaire Hongroise restait „l’unique groupement politique représentant officiellement l’élément ethnique hongrois”. Sa fondation fut accueillie avec sympathie par presque tous les Hongrois de Transylvanie, qui voyaient en elle le prolongement de l’ancien Parti Hongrois Transylvanien (Erdélyi Magyar Párt), défenseur de leurs intérêts matériels et de leurs revendications nationales. Les prolétaires des villes, communistes et socialistes noyautaient la direction de ce parti. En revanche, les propriétaires fonciers, l’aristocratie et une bonne partie du clergé (surtout catholique) restèrent dans l’expectative „n’acceptant en quelque sorte que sous bénéfice d’inventaire le nouveau groupement politique”. Deux croyances se sont manifestées: les uns pensaient que les idées communistes masquaient des aspirations nationales, les autres l’inverse. „Les uns et les autres étaient dans l’erreur”. L’UPH allia les deux tendances: sociale et nationale, confondant „le triomphe de la démocratie avec celui de leurs aspirations nationales”. En juin 1945, les Hongrois se rendirent en masse accueillir Lucrețiu Pătrășcanu „en déployant des drapeaux hongrois et russes et en entonnant des chants nationaux. Cette attitude ne fut pas du goût de M. Pătrășcanu, qui, dans un discours prononcé quelques instants plus tard, le fit bien voir”¹². L’UPH abandonna „son point de vue nationaliste” qui heurtait la majorité roumaine à ce moment là. Nombre de partisans patriotiques se sentirent blessés et commencèrent dès lors à bouder la direction du parti.

Le reflux des réfugiés roumains, demandant à rentrer en possession de leurs boutiques, de leurs appartements, de leurs établissements et de leurs écoles, provoquait un conflit avec les Hongrois, obligés à des

¹¹ MAE, *Série Z, Europe 1944-1949. Roumanie*, vol. 24. Le rapport no. 8 de Gabriel Richard de Cluj, le 28 mars 1947, sur „La vie politique en Transylvanie. Socialistes et communistes. Union Populaire Hongroise et opposition hongroise”.

¹² Il s’agit de son discours du 13 juin 1945, à Cluj.

partages. L'UPH fut impuissante à les protéger contre ces revendications roumaines. Les Hongrois commencèrent à accuser l'UPH de faiblesse, de complaisance criminelle envers les autorités roumaines, voire de „trahison de la cause magyare”. Lors de la campagne électorale de l'automne 1946, „les yeux de beaucoup de bourgeois des villes, d'une grande partie des marchands et de la majorité des propriétaires de la campagne” se sont désillés. Des mouvements sporadiques et sans envergure commencèrent contre l'UPH, montrant une marque visible de la désaffection des masses. Ces timides essais d'opposition, des tentatives d'alliance avec Maniu, Mihalache et Lupu furent dénoncés par l'UPH: „les réactionnaires voulaient vendre le peuple hongrois aux partis historiques”. L'adhésion de l'UPH au bloc gouvernemental, le 11 février 1947, au lendemain de la signature du traité de paix de Paris, provoqua une réaction d'irritation, de mécontentement universel et de colère contre cette organisation, due aussi à la grave crise économique que traversait la Roumanie. „Les salaires de famine”, l'expropriation des biens hongrois par la CASBI, la nationalisation, dans le cadre de la réforme agraire des terres détenues par les Hongrois provoquèrent un mouvement en faveur de la constitution d'un nouveau parti magyar national, agrarien, de tendance modérée, soutenu par le clergé catholique, dont „la clientèle se recruterait surtout parmi les agriculteurs et la bourgeoisie des petites villes”, appelé „Parti des Petits Propriétaires”. Gabriel Richard vit un rapport entre cette tentative et les arrestations dans „les milieux magyars suspects de tiédeur à l'égard de la démocratie”. Il reconnaissait „les résultats tangibles” obtenus et „les services rendus” par l'UPH aux Hongrois de Transylvanie et il concluait: „les Hongrois sont exigeants et difficiles à contenter!”¹³

Gabriel Richard décrivit „les rapports hungaro-roumains vus de Cluj” qui ont „toujours été des plus tendus” aussi loin qu'on remonte dans l'histoire. „Le retour de la Transylvanie du Nord à la Roumanie ne put satisfaire politiquement que le peuple roumain et, moralement, n'apporta aucune amélioration dans les rapports entre les deux peuples. Les Roumains ne pouvaient oublier les souffrances et les pertes matérielles que leur avaient infligées quatre années d'occupation, et les Hongrois, replacés sous un joug détesté, regimbaient et adoptaient une attitude arrogante qui n'était guère de nature à apaiser les esprits. Les déclarations imprudentes de certains membres du cabinet de Budapest au sujet des aspirations territoriales de la Hongrie exaltèrent les sentiments nationaux

¹³ MAE, *Série Z, Europe 1944-1949. Roumanie*, vol. 24. Le rapport no. 12 de Gabriel Richard de Cluj, le 31 mars 1947, sur „L'Union Populaire Hongroise et les mouvements d'opposition”.

des Magyars qui se basant d'autre part sur une conception erronée de la démocratie, ne doutèrent pas du succès de leurs revendications. Dans de nombreuses manifestations politiques qui suivirent immédiatement l'entrée en Transylvanie des armées roumaine et soviétique, ils affichèrent des sentiments nationalistes qui ne pouvaient qu'inquiéter les Roumains et accroître leur méfiance. Le traité de paix de Paris, qui consacra définitivement la réincorporation de la Transylvanie à la Roumanie, constitua un coup très rude pour les Hongrois, mais ne changea en rien les sentiments réciproques des deux peuples". Il énuméra les causes de la tension entre les deux peuples: les heurts entre les réfugiés roumains de retour en Transylvanie du Nord et la population hongroise installée depuis 1940; „pour sauvegarder des positions et des biens acquis à vil prix après le départ forcé des Roumains, un grand nombre de Hongrois crurent opportun de se faire inscrire dans des groupements de gauche, espérant de cette façon trouver aide et protection auprès des autorités", „espoirs trompeurs", la „majorité des Roumains sont de coeur et d'intérêt avec l'opposition". Richard constata: „à l'antagonisme national des deux peuples vint ainsi se juxtaposer un antagonisme politique et social".

Le consul français remarqua: „Cependant les gouvernements de Bucarest et de Budapest font des efforts méritoires pour amener une détente et préparer le terrain à la réconciliation des deux côtés; les acteurs responsables témoignent d'une visible bonne volonté et d'une grande compréhension des intérêts vitaux réciproques"; ils s'efforcent „également de resserrer les liens économiques entre les deux peuples". Groza, dans ses discours de Târgu-Mureş et de Cluj des 20 et 27 octobre 1946, a envisagé l'institution d'une union douanière roumano-hongroise et la suppression des visas, des passeports entre les deux pays, mais ce projet n'a pas trouvé „une audience favorable" auprès de l'Union Soviétique qui „joue encore dans les relations des deux États un rôle prépondérant". Richard s'interrogea: „Tous ces efforts parviendront-ils à effacer les traces d'un passé encore bien récent et à éliminer des sentiments de défiance et d'aversion plus vivaces que jamais, et, si la réconciliation espérée s'opère, sera-t-elle de longue durée?"; „Les deux jeunesse, nourries dans des idées de haine mutuelle, ne se mélangent pas". La bourgeoisie magyare „tourne toujours ses regards vers Budapest et envoie ses enfants étudier en Hongrie, dans l'espoir que ceux-ci pourront s'y établir définitivement et y faire carrière. De leur côté, les Roumains ne se font guère d'illusions sur le loyalisme des Magyars de Transylvanie; ils n'escomptent pas de leur part en 1947 une conduite différente de celle de 1940 et seraient plutôt surpris de les voir témoigner à l'État roumain une fidélité qu'eux-mêmes ont toujours déniée aux Hongrois lorsque ceux-ci étaient les maîtres du pays". Gabriel Richard restait sceptique: „un optimisme exagéré ne semble donc pas de mise en ce qui concerne l'avenir

des relations entre les deux peuples, également méfiants, chatouilleux et séparés par de trop profondes rancunes”. „L'oeuvre à entreprendre exigera beaucoup de temps, de patience et de circonspection, et il n'est que trop à craindre que les maigres résultats obtenus à force de persévérance ne s'envolent un jour brusquement, à la première perspective d'une réalisation par la violence d'un idéal national auquel les Hongrois n'ont jamais renoncé au cours de leur histoire”¹⁴.

1.3. La visite de Groza et de Bodnăraş à Budapest

Cette vision profondément pessimiste sur „le caractère violent” des Hongrois avec leur visées „irréductibles” était partagée par le représentant politique français à Bucarest. Les rapports envoyés par Jean Paul-Boncour témoignèrent d'une méfiance solidement ancrée – et seulement en partie inspirée par leurs interlocuteurs roumains – envers les Hongrois des deux camps – communistes et noncommunistes. La visite de Petru Groza et d'Emil Bodnăraş (l'homme de confiance de Moscou en Roumanie) à Budapest paraît ébranler – un moment – ses préjugés anti-hongrois. Le Premier Ministre roumain a obtenu, le 3 mai 1947, une déclaration solennelle du Président de la République hongroise, Zoltán Tildy, que „le peuple hongrois reconnaissait les décisions prises à Paris et qu'il ne chercherait plus jamais à rouvrir le procès de la Transylvanie”, donnant ainsi une „preuve d'amitié” envers la Roumanie (souligné dans l'original – A.F.). Jean Paul-Boncour, surpris, souhaitait être fixé „l'exactitude des propos attribués au chef de l'État hongrois”¹⁵.

Henry-Louis Gauquié envoya le texte du discours de Tildy, de Budapest, le 21 juin: „je veux souligner au nom de la nation hongroise, à l'adresse de tous nos voisins, que le peuple hongrois a pris connaissance de la décision de l'histoire qui lui a assigné sa place dans le traité de paix. Je dois à la vérité dire que ces décisions ont été douloureuses pour nous. Mais nous ne voulons pas continuer le procès et des discussions épuisantes; nous entrons aujourd'hui sur des bases nouvelles dans une nouvelle phase de notre histoire, sous le signe de la compréhension et de l'amitié avec tous les peuples voisins, ces sentiments contribueront au bonheur de l'avenir”¹⁶.

¹⁴ MAE, *Série Z, Europe 1944-1949. Roumanie*, vol. 24. Le rapport no. 11 de Gabriel Richard de Cluj, le 31 mars 1947.

¹⁵ *Ibidem*. Télégramme de la Direction d'Europe, sous-Direction d'Europe orientale de Paris à Budapest, le 29 mai 1947, sur le discours de Groza, le 17 mai 1947 à Breaza.

¹⁶ *Ibidem*. Le rapport no. 252 EU de Henry-Louis Gauquié de Budapest, le 21 juin 1947.

Cette visite des Roumains suscita une réaction du chef d'état-major adjoint de l'armée tchécoslovaque, dans un journal de Bucarest, faisant allusion à la „Petite Entente” de l'entre-deux-guerres, qui contenait la Hongrie. À la demande d'explications de Jean Paul-Boncour, Gheorghe Tătărescu répondit que „ce voyage n'avait aucune portée politique et qu'il avait télégraphié cette information à Prague pour calmer les appréhensions qui pouvaient faire jour à ce sujet. Tătărescu a, en somme, fait dire aux dirigeants tchèques qu'il convenait de ne pas attacher trop de poids aux propos exagérément magyarophiles que pouvait tenir, souvent à la légère, le chef du gouvernement roumain”. Paul-Boncour a interrogé le chargé d'affaires hongrois, István Gyöngyössy, qui avait accompagné Groza au cours de son bref voyage en Hongrie. Gyöngyössy se montra satisfait parce que l'accueil avait été „relativement cordial”, et pas seulement dans les cercles officiels¹⁷.

Le Premier Ministre roumain s'est abstenu de toute négociation (même économique) à Budapest, à la demande pressante de son gouvernement et de Bodnăraş qui demandait de placer la visite au niveau de la „fraternisation générale et des relations culturelles”. Bodnăraş se méfiait de la Hongrie, puisqu'elle poursuivait une „politique de balancier”, suscitant une réaction négative de Moscou, une critique adressée au gouvernement de Ferenc Nagy (qui durait encore quelques semaines). Il fixait la *condition préalable de l'amitié* roumano-hongroise: „[que] dans la politique intérieure hongroise, l'influence et le poids des éléments démocratiques prennent le dessus, une loyauté absolue doit se manifester envers l'Union Soviétique. Autrement, la Hongrie s'exposera au danger de l'isolement, puisque tout ses voisins – sauf l'Autriche, faible et impuissante – se sont clairement et ouvertement fixés des principes dans leurs politiques. *La clé de la nécessaire amitié roumano-hongroise se trouve dans les rapports hungaro-soviétiques*”¹⁸. Cette demande de conformité et cette surenchère roumaine de fidélité absolue à l'Union Soviétique trahirent les véritables intentions de Moscou. Dans ce jeu, le chef du gouvernement roumain occupa une place particulière avec sa politique supposée „magyarophile”.

¹⁷ MAE, *Série Z, Europe 1944-1949. Roumanie*, vol. 24. Télégramme no. 394 de Jean Paul-Boncour de Bucarest, le 11 mai 1947.

¹⁸ *Revízió vagy autonómia? Iratok a magyar-román kapcsolatok történetéről 1945-1947* [Révision ou autonomie. Documents sur les relations roumano-hongroises 1945-1947], éd. par Mihály Fülöp et Gábor Vincze, Budapest, Fondation Teleki, 1998, p.25.

Les véritables motifs du voyage de Groza en Hongrie transparaissaient dans sa conversation avec le vice-président soviétique de la Commission de Contrôle Alliée, le général Susaikov, le 7 mai 1947 à Bucarest. Groza énuméra ses objectifs :

1. Obtenir la reconnaissance définitive, de plein gré, par les Hongrois, de la solution du problème transylvanien dans le cadre du traité de paix;
2. Renforcer la position du Parti Communiste Hongrois;
3. Exposer clairement aux Hongrois que la Roumanie a pleinement orienté sa politique envers l'Union Soviétique et rallier la Hongrie à cette politique;
4. Défaire la propagande anglo-américaine à Budapest.

Groza fut entièrement satisfait de son succès total en ce qui concerne la reconnaissance „de son plein gré” par Tildy – „même meurtri dans son âme” – „au nom du peuple hongrois” du règlement définitif de la question de la Transylvanie par le traité de paix de Paris. Malgré les réticences des communistes roumains et tchécoslovaques et du maréchal Tito (il préféra que le Premier Ministre roumain passe d'abord à Belgrade), l'obtention de cette reconnaissance du règlement territorial justifiait pleinement le voyage aux yeux de Groza. Le chef du gouvernement roumain trouva Tildy sincère et fiable. Il essaya de le détourner d'une orientation anglo-américaine, que Ferenc Nagy a suivi avec hésitation, et le Ministre des Affaires Étrangères hongrois, János Gyöngyösi, „l'ennemi” selon Groza, a poursuivi avec résolution¹⁹.

Groza a joué pleinement le jeu des Soviétiques et des communistes roumains. Il a entrepris ce voyage à Budapest pour „noyer le poisson”, faire accepter définitivement par les Hongrois, le règlement territorial sur la Transylvanie, objectif central de sa politique, et seule légitimité de son pouvoir. Toute sa politique visait la consolidation du gain territorial. Il fut particulièrement habile à contenir la volonté – et une éventuelle déclaration – de l'autodétermination des Hongrois de Transylvanie par l'UPH, en novembre 1945, et ainsi ôter cet argument au gouvernement hongrois lors de la présentation de ses revendications territoriales face à la Roumanie, en avril 1946. Il faisait son possible pour rallier la Hongrie à la cause de Moscou. Ses manoeuvres et sa rhétorique ont largement contribué à *tromper* à la fois le public hongrois en Transylvanie, et les observateurs étrangers, en particulier Jean Paul-Boncour et Gabriel

¹⁹ Трансилванский вопрос. Венгеро-румынский территориальный спор СССР, 1940-1946. Документы [Le problème transylvanien. Le débat territorial hongaro-roumain et l'URSS, 1940-1946. Documents], Introduction par T.M. Islamov et T.A. Pokivailova, Moscou, Rosspen, 2000, pp.436-440.

Richard. Le renversement du gouvernement hongrois, fin mai 1947, fut perçu par Petru Groza comme la justification de sa politique.

2. L'évolution de la situation de la minorité hongroise en Transylvanie. Le rapprochement roumano-hongrois sous l'égide soviétique

La campagne d'épuration radicale des éléments „modérés” et „opportunistes” de l'UPH, „encouragés à la fois par les partisans de Maniu et par l'aile droite du Parti des Petits Propriétaires de Hongrie”, fut lancée par Edgár Balogh et László Bányai dans le journal „Világosság” les 26 mai et 2 juin 1947²⁰. D'après Richard, „leur action ne doit être vraisemblablement considérée que comme l'application aux milieux magyars de Transylvanie d'un plan d'épuration plus général et plus vaste s'étendant à tout le pays”, „prescrit par Moscou”²¹. L'UPH accentuait de jour en jour davantage son orientation vers l'extrême-gauche. *Le 6 juin 1947, sa direction préconisa la nécessité d'abandonner la politique „nationale” suivie depuis 1945*. Richard relata que „le nombre des Hongrois qui se détachent de l'UPH ne fait que croître, mais ceux-ci ne disposent d'aucun organe et dans les circonstances actuelles, il ne saurait être question pour eux de procéder à la constitution d'un nouveau groupement politique. Le mécontentement est particulièrement grand dans les milieux catholiques où l'influence du clergé est encore très puissante”. La bourgeoisie libérale, les paysans et surtout „les milieux catholiques magyars” sont entrés en conflit ouvert avec l'UPH.

La campagne de l'UPH contre Lajos György, professeur à l'Université hongroise de Cluj et président laïc du conseil diocésain de Transylvanie, a soulevé un grave incident. Mgr. Áron Márton, évêque catholique-romain d'Alba Iulia et chef spirituel des catholiques transylvaniens, s'est vu amener à prendre parti dans la lutte et à interdire au clergé catholique de son diocèse, le 7 juillet 1947, toute collaboration avec l'UPH. Richard décrivit „la haute personnalité” de Mgr. Áron Márton²². Fils de petits paysans du pays des Sicules, démocrate sincère et bon patriote

²⁰ MAE, *Série Y, Europe, Roumanie*, vol. 24. Le rapport no. 24 de Gabriel Richard de Cluj, le 21 juin 1947, sur „L'Union Populaire Hongroise et la campagne d'épuration”.

²¹ *Ibidem*. Le rapport no. 33 de Gabriel Richard de Cluj, le 26 juillet 1947.

²² Voir aussi: László Virt, *Márton Áron, a lelkiismeret apostola* [Márton Áron, l'apôtre de la conscience], Budapest, Ecclesia, 1988; Péter Pál Domokos, *Rendületlenül... Márton Áron Erdély püspöke* [Inébranlable... Márton Áron, évêque de la Transylvanie], Budapest, Eötvös Kiadó/Szent Gellért Egyház Kiadó, 1990;

hongrois, homme de devoir et de caractère, digne et courageux „tant à l'égard des autorités magyares que des autorités roumaines”; il protesta énergiquement auprès des autorités hongroises contre les persécutions et les déportations infligées aux Juifs, pendant la guerre. En 1946, pendant la première semaine des Pâques, il s'est élevé dans un sermon tenu à l'église de Cluj contre l'emprisonnement et les mauvais traitements des prêtres catholiques. Au cours d'un pèlerinage, qui avait lieu pendant la semaine de Pentecôte à Șimleu (Csíksomlyó - le Lourdes hongrois) et réunissait une centaine de milliers de fidèles, il a critiqué violemment les projets de traités élaborés à la conférence de Paris et déclaré que les Magyars de Transylvanie ne pouvaient pas accepter les solutions proposées. La lettre du 7 juillet 1947 de Mgr. Áron Márton a provoqué surprise et consternation à la direction de l'UPH qui a critiqué par la voix du président de son groupe parlementaire, Lajos Takács, l'attitude de l'évêque catholique, sans oser discuter les mérites du Mgr. Márton et les services rendus par lui. Le conflit latent entre communistes et modérés de la population hongroise s'arrêta là, mais la tension n'a pas disparu pour autant²³.

À l'automne 1947, les épurations des partis politiques et des administrations publiques, la réduction du nombre des fonctionnaires et la réforme monétaire ont conduit à l'appauvrissement systématique des classes bourgeoises. L'exclusion de deux professeurs de l'Université hongroise et roumaine, Lajos Jordáky et Teofil Vescan, symbolisèrent la campagne d'épuration. Le premier avait commis la faute impardonnable de déclarer qu'il était Hongrois avant d'être communiste. Tous les deux avaient joué un rôle clé dans la brève période de tentative d'autonomie transylvanienne, entre novembre 1944 et mars 1945. Les socialistes hongrois et roumains de même tendance, István Lakatos, Géza Nagy et Dancu, ont eu le même sort. Gabriel Richard remarqua que dans le cadre de la „compression” du corps des fonctionnaires, „les Roumains ne brillaient précisément pas par le courage civique. . . pour beaucoup d'entre eux, un congédiement équivalait souvent à la plus complète misère”. Les fonctionnaires appartenant aux partis d'opposition perdirent leur emploi²⁴.

L'Union Populaire Hongroise a tenu son troisième congrès à Timișoara-Temesvár, les 21 et 22 novembre, dans une atmosphère assez

Márton Áron emlékkönyv születésének 100. évfordulóján [À la mémoire de Márton Áron, pour le centième anniversaire de sa naissance], éd. József Márton, Kolozsvár, Gloria Könyvkiadó, 1996.

²³ MAE, *Série Z, Europe, Roumanie*, vol. 24. Le rapport no. 36 de Gabriel Richard de Cluj, le 6 août 1947.

²⁴ *Ibidem*. Le rapport de Gabriel Richard de Cluj, le 6 octobre 1947.

trouble²⁵. Ce fut le chant de cygne de cette organisation en tant que défenseurs des intérêts et des revendications des Hongrois de Transylvanie. Les „modérés”, les „non-conformistes” et les „mécontents” se sont abstenus d'intervenir. Les dirigeants du parti „avaient procédé à une épuration sévère des cadres du parti, en éliminant tous les éléments qui leur reprochaient de sacrifier les intérêts vitaux des Magyars de Roumanie à des considérations idéologiques étrangères aux goûts et aux tendances de la majorité de la population hongroise”. Richard relata „la subordination presque complète du point de vue national magyar à l'idéologie communiste; et le ton dogmatique, autoritaire, n'admettant aucune contradiction, des orateurs dont les discours ressemblaient davantage à des décisions de conciles excluant toute hérésie, qu'à l'exposé d'un programme soumis à une libre discussion”.

Le ton de la guerre froide a laissé son empreinte sur le congrès qui adressa des télégrammes au maréchal Staline et aux „combattants grecs de la liberté”. Les orateurs exposaient „la nécessité de lutter contre les instigateurs de guerres futures (à rechercher uniquement parmi les dirigeants des trusts américains et les capitalistes occidentaux); les attaques étaient violentes contre la politique criminelle du dollar qui s'employait par tous les moyens à faire obstacle à la paisible collaboration des peuples; ils faisaient le panégyrique de la Russie, paradis des travailleurs, patrie du progrès social et des libertés civiques, seule garante d'une paix durable; ils lançaient des invectives contre les nations occidentales dont les gouvernants ne rêvent que guerres, massacres, camps de concentration, asservissement du peuple hongrois, etc”.

L'Union Populaire Hongroise fut entièrement passée sous le contrôle du Parti Communiste Roumain, en fait „elle ne constituait plus guère que la section magyare de ce parti”. Gabriel Richard remarqua: „Contrairement à l'attitude adoptée l'année dernière à Odorhei, où l'UPH avait présenté un véritable cahier de doléances magyares, le Congrès de Temesvár s'est borné à exprimer quelques desiderata, concernant l'emploi de la langue hongroise et une plus large participation des Magyars à la vie publique roumaine. Sans doute le Congrès a-t-il estimé que les intérêts hongrois se trouveraient suffisamment garantis par la stricte application des principes communistes qui, excluant toute idée de racisme et de nationalisme, accordent à tous les membres de la démocratie roumaine, quelles que soient leurs nationalités d'origine, des droits et des devoirs égaux”²⁶. Groza qui participa à l'ouverture du Congrès, avec la délégation gouvernementale hongroise conduite par le Premier Ministre, Lajos

²⁵ *Ibidem*. Le rapport no. 53 de Gabriel Richard de Cluj, le 13 décembre 1947.

²⁶ MAE, *Série Z, Europe, Roumanie*, vol. 24.

Dinnyés, annonça que Vasile Luca (Luka László), dirigeant communiste hongrois, était entré dans le gouvernement en tant que Ministre des Finances; Lajos Takács fut nommé sous-Secrétaire d'État aux Nationalités; la légation roumaine de Budapest a été confiée à M. Vincze, des préfets et des maires hongrois furent nommés. Richard constata que „la part des Magyars, élément gouvernemental, ne faisait que s'accroître aux dépens des Roumains, accusés d'être en majorité hostiles au gouvernement et aux nouvelles tendances politiques”.

Le Congrès a adopté des résolutions en conformité totale avec les thèses du Kominform, fondé en septembre par les partis communistes de la partie Est de l'Europe, par le Parti Communiste Français et le Parti Communiste Italien. „Elles préconisent avant tout la collaboration étroite et sincère avec la Russie, la démocratisation à outrance des institutions nationales et privées, l'exclusion radicale de la vie publique de tous les éléments réactionnaires, une attitude de méfiance envers les puissances occidentales, l'adoption d'un système économique inspiré des Soviets – tous points de vue essentiellement communistes que l'Union Populaire Hongroise adopte aujourd'hui sans réserve, les plaçant au-dessus des préoccupations nationales”. Les dirigeants de l'UPH voulaient convaincre les Hongrois que „le peuple hongrois n'avait rien de mieux à faire que de suivre leur politique, qui constituait non seulement la meilleure sauvegarde des intérêts vitaux des Magyars, mais aussi l'unique garantie d'une entente sincère et durable entre les peuples du bassin danubien, et par conséquent, un gage de paix, de prospérité et de progrès”. Richard conclut: „ce discours ne semble pas avoir pleinement convaincu les éléments réfractaires magyars”²⁷.

2.1. Le bilan hongrois, par István Gyöngyössy, de la politique de Petru Groza

Dans sa note de synthèse du 27 août 1947, István Gyöngyössy, le chargé d'affaires hongrois communiste à Bucarest, constata l'échec complet du rapprochement et de la réconciliation entre la Roumanie et la Hongrie. Ce fils de notable d'Oradea, cultivé, en très bon termes avec les dirigeants communistes hongrois, fin connaisseur de Petru Groza et de la direction communiste roumaine, malgré ses convictions idéologiques et la lutte qu'il menait contre son prédécesseur, représentant du Parti des Petits Propriétaires, Sándor Nékám, fut un observateur critique de la

²⁷ MAE, *Série Z, Europe, Roumanie*, vol. 24.

politique du Premier Ministre roumain. Il imputait l'échec du rapprochement au fait que la Roumanie visait systématiquement à refouler les intérêts hongrois et *essayait d'isoler la Hongrie et la population hongroise de Transylvanie de leur mère patrie*. L'attitude sans précédent du gouvernement roumain, qui renonça à faire adopter la convention négociée par István Gyöngyössy pour régler le sort des biens hongrois confisqués par la CASBI, l'expropriation des biens des réfugiés hongrois, l'arbitraire manifeste dans les affaires de citoyenneté et des Ceangai (Csángó – en hongrois, vivant au-delà des Carpates, en Moldavie), le chantage économique permanent des autorités roumaines dans les affaires d'imposition, de la réforme agraire, des associations des arts et des métiers, visaient à détruire définitivement la base économique-sociale indépendante, l'existence même de la population hongroise transylvanienne. La Roumanie élevait des barrières insurmontables à la libre circulation des idées et des personnes avec l'interdiction de l'importation des produits culturels venant de Hongrie et voulait isoler les Hongrois de Transylvanie de la mère patrie, en rendant de plus en plus difficile l'obtention de permis pour visiter la Hongrie. La politique gouvernementale roumaine a mis au pouvoir à l'intérieur de l'UPH les dirigeants qui furent d'accord avec cette politique de l'isolement de la Hongrie²⁸.

István Gyöngyössy imputait cette politique à la volonté manifeste de la Roumanie qu'elle „regardait comme précondition ou *sine qua non* de l'amitié des deux pays l'abandon total de l'intérêt porté au sort de la population hongroise transylvanienne de la part des autorités de la Hongrie et de la démocratie hongroise”. Pendant les trois années de rapprochement roumano-hongrois, de la part de la Roumanie, il y avait beaucoup de paroles et peu d'actes, l'oppression des Hongrois de Transylvanie ne fut pas liquidée, la situation de la minorité hongroise ne s'améliora guère. „*En vérité, les relations roumano-hongroises ont regressé considérablement*”. Pendant la période précédant la conclusion du traité de paix, il était impératif de témoigner verbalement, de la part de la Roumanie, de l'amitié envers la Hongrie, et plus encore des libertés données à la minorité hongroise.

Une fois la Roumanie entrée en possession de la Transylvanie, qui prenait acte de la déclaration du Président de la République hongrois concernant la clôture définitive „du procès historique” entre les deux nations, la position roumaine retomba dans sa rigidité d'antan. Puisque

²⁸ *Revízió vagy autonómia? Iratok a magyar-román kapcsolatok történetéről 1945-1947* [Révision ou autonomie. Documents sur les relations roumano-hongroises 1945-1947], éd. par Mihály Fülöp et Gábor Vincze, Budapest, Fondation Teleki, 1998, p.25 et pp.360-365.

c'est la Roumanie qui peut traiter les affaires concrètes, étant en possession de tous les atouts, il est difficile d'attendre des actes de la part de la Hongrie. Quand István Gyöngyössy souleva la question de la résistance systématique de l'administration roumaine à la résolution des problèmes roumano-hongrois, Groza admit volontiers la véracité de cette hypothèse. Néanmoins István Gyöngyössy fit remarquer que, dans son discours du 23 août 1947, Groza parlait de coopération politique et économique étroite avec la Bulgarie et la Yougoslavie, et seulement des relations économiques et culturelles avec la Hongrie. István Gyöngyössy jugea la politique de Groza envers la Hongrie et les Hongrois globalement négative et il essaya de trouver un remède.

Le chargé d'affaires communiste déplora que même le Parti Communiste Roumain fût *réticent*, suspicieux envers la Hongrie, les préjugés chauvinistes et la haine envers les Hongrois perdurèrent. Le PCR doutait de la solidité de la démocratie en Hongrie, craignant des répercussions de la politique hongroise sur la position des Hongrois de Transylvanie. Les cercles bourgeois et de droite font des suggestions à la Roumanie, non-slave comme la Hongrie, et font miroiter le rôle de „pont” ou d'ouverture vers l'Ouest que peut jouer la Hongrie. En bon communiste, comme Bodnăraş, István Gyöngyössy trouvait *la clé* des relations hungaro-roumaines dans l'alignement de la politique des deux pays sur celle de l'Union Soviétique. Le zèle roumain, la volonté de deviner tous les souhaits, toutes les intentions soviétiques étaient suspects à ses yeux: „ce n'est pas le comportement d'un allié fiable, mais l'attitude d'un pays qui devait faire ses preuves pour gagner la confiance des Soviétiques”.

István Gyöngyössy souhaita donc que les deux pays, la Hongrie et la Roumanie, gagnent la confiance totale de Moscou, condition nécessaire du rapprochement bilatéral²⁹. Malgré ses conclusions, la note d'István Gyöngyössy reflétait mieux la réalité de la politique de Petru Groza, caractérisée par „*beaucoup de paroles, peu d'actes*”. Le verbiage du Premier Ministre roumain, supposé „magyarophile”, accordant des „privilèges” aux Hongrois de Transylvanie, construisant sa „clientèle” parmi eux, ne résistait pas à l'épreuve des faits. La visite du Premier Ministre hongrois, Lajos Dinnyés, à Bucarest lors de la „semaine d'amitié roumano-hongroise”, confirma ce jugement.

²⁹ *Revízió vagy autonómia? Iratok a magyar-román kapcsolatok történetéről 1945-1947* [Révision ou autonomie. Documents sur les relations roumano-hongroises 1945-1947], pp.360-365.

2.2. La visite du Premier Ministre hongrois, Lajos Dinnyés, en Roumanie.

A l'automne 1947, après l'entrée en vigueur des traités de paix de Paris et la réunion du Kominform à Szkarska Poreba en Pologne, la Roumanie, la Bulgarie et la Hongrie deviennent les membres de l'alliance soviétique, jusqu'alors réservée aux pays slaves, la Pologne, la Tchécoslovaquie et la Yougoslavie. L'échec des grandes puissances victorieuses qui au Conseil des Ministres des Affaires Étrangères à Moscou (mars-avril 1947) et à Londres (novembre-décembre 1947), n'ont pas réussi à conclure le traité de paix allemand ni le traité d'État avec l'Autriche, la rupture entre l'Est et l'Ouest lors des négociations du plan de reconstruction européen (plan Marshall) à Paris, la contre-offensive déclenchée par les partis communistes ont conduit à l'élimination des partis bourgeois et paysans de la vie politique des pays d'Europe centrale et orientale et à la „satellisation” de ces États. La mainmise soviétique ne fut plus freinée par les considérations du maintien de l'alliance avec les États-Unis d'Amérique et le Royaume-Uni, ni par la nécessaire coopération pour conclure un règlement de paix avec l'Allemagne. *Le gouvernement français se sépara de ses ministres communistes, en mai 1947. Le rôle „intermédiaire” ou de „médiation” de la France fut de plus en plus difficile à tenir.* Malgré des tentatives de dernière heure, l'alliance forgée pendant la guerre commençait à agoniser. La division de l'Europe et de l'Allemagne en deux a eu des conséquences tragiques pour la partie Est de l'Europe. L'Union Soviétique avait intérêt à construire son système d'alliance, et pour assurer la cohésion de son bloc en formation, à balayer les antagonismes et mêmes les intérêts nationaux discordants de ses nouveaux „alliés”. C'est dans ce cadre que se déroula le voyage de la délégation gouvernementale hongroise en Roumanie entre les 22 et 26 novembre 1947.

La préparation d'un traité d'amitié, de coopération et d'entraide mutuelle (calqué sur le modèle du traité soviéto-tchécoslovaque de décembre 1943, conclu à Moscou), et d'une convention culturelle entre la Roumanie et la Hongrie commença à l'automne 1947. István Gyöngyössy et le Ministère des Affaires Étrangères hongrois essayèrent de donner à la convention culturelle un sens – de *rompre l'isolement de la population hongroise transylvannienne de la Hongrie*. Le chargé d'affaires hongrois à Bucarest s'est acharné à inclure des clauses dans cette convention pour élargir l'échange culturel des deux pays contre la manifeste mauvaise volonté de minimiser les contacts par le Ministre de la Culture roumain, Octavian Livezeanu.

Au début du mois de novembre, Tătărescu, le Vice-Premier Ministre, Ministre des Affaires Étrangères, quitta son poste. A sa place fut nommée une inconditionnelle de la politique de Moscou, Ana Pauker. Au lieu d'atténuer la rigidité de la position roumaine, elle refusait net toute tentative d'inclure dans la convention culturelle la moindre allusion au rôle de „pont” (d'intermédiaire) que pouvaient jouer les Hongrois de Transylvanie entre la Roumanie et la Hongrie; elle résistait farouchement à l'idée de faciliter les échanges culturels entre les autorités et les populations des deux États, ainsi qu'à l'application du principe de la proportionnalité de la population hongroise transylvanienne dans ces échanges. Budapest n'a réussi à obtenir que l'instauration des instituts culturels à Budapest et Debrecen et à Bucarest et Cluj, et l'envoi réciproque de lecteurs aux universités. Autrement, la partie roumaine a réussi à vider de son contenu la convention culturelle et à reporter la conclusion du traité d'amitié, de coopération et d'entraide mutuelle (avec un protocole militaire secret, à la demande des Soviétiques), au lendemain de la visite de Tito à Budapest. Le gouvernement roumain n'était pas préparé à négocier la solution des problèmes économiques: CASBI, transport ferroviaire, commerce extérieur, financier, transferts des biens, affaires postales, question des petites propriétés terriennes, navigation danubienne, visas, etc, toutes questions qui restèrent ouvertes pendant des années, voire des décennies. Dans ces conditions, la Direction générale des affaires politiques du Ministère des Affaires Étrangères hongrois s'interrogea sur le sens même du voyage de la délégation gouvernementale hongroise à Bucarest. Ils ont posé la question – récurrente dans les décennies à venir: cette visite consiste-t-elle à faire un geste de simple politesse, ou bien ils peuvent essayer de clarifier les conditions d'une coopération réelle? La Roumanie s'efforça de diminuer les échanges de tous bords et de les maintenir au strict minimum pour isoler les Hongrois de Transylvanie de la Hongrie, l'intérêt roumain à résoudre les problèmes économiques est infime, voire inexistant, la Roumanie refuse catégoriquement l'adoption des clauses de protection des minorités nationales, elle rejette l'acceptation du rôle d'„intermédiaire”, de „pont” des Hongrois de Transylvanie dans les échanges entre les deux pays³⁰.

Les télégrammes des représentants politiques français à Bucarest et à Budapest sur le voyage gouvernemental hongrois à Bucarest reflétèrent ces contradictions. „Le gouvernement roumain n'épargna rien pour faire honneur à ses hôtes: articles chaleureux dans l'ensemble de

³⁰ *Revízió vagy autonómia? Iratok a magyar-román kapcsolatok történetéről 1945-1947* [Révision ou autonomie. Documents sur les relations roumano-hongroises 1945-1947], p.26.

la presse, y compris le seul organe de l'opposition, „Liberalul”, réceptions, représentations théâtrales en langue hongroise, „amples remises de décorations”, l'exhibition d'une troupe militaire de danseurs et de chanteurs. „Les résultats de cette visite se bornent, en définitive, à la signature d'une convention culturelle et à la rédaction d'un pacte d'amitié et d'assistance mutuelle dont la conclusion serait prochaine” – relata Auboynau de Bucarest.

István Gyöngyössy ne mâcha pas ses mots devant le représentant français, quelques instants après le départ de sa délégation, il était visiblement choqué du reste par les manifestations artistiques d'inspiration exclusivement russe, ne partageait pas cet „enthousiasme officiel”. „Peu nous importe”, m'a-t-il dit en substance, que le Président Groza soit demi-hongrois, que son Ministre des Finances le soit complètement, que l'on ait tout récemment désigné un membre de la minorité hongroise comme sous-Secrétaire d'État aux Nationalités; nous considérons nos „compatriotes”, ministres ou députés, qui participent au 'gouvernement roumain, comme des *traîtres*”. S'il est peut-être vrai, comme le proclamait Lajos Takács, que „le problème des nationalités ne peut être résolu ni par une modification des frontières, ni par des traités, mais seulement, dans un pays réellement démocratique³¹, assurant l'égalité des droits à toutes les populations”, aucune de ces deux conditions n'est remplie; „nous ne saurions, en effet, considérer le régime roumain comme vraiment démocratique, tant que nos minorités seront exposées aux brimades de fonctionnaires qui leur font payer trois fois plus d'impôts qu'aux Roumains, réquisitionnent leurs biens etc. . . *Les Hongrois de Transylvanie sont nos Alsaciens-Lorrains*”. István Gyöngyössy a précisé d'autre part, „qu'il n'était pas envisagé de signer le pacte d'amitié et d'assistance roumain avant le pacte yougoslave, lui-même déjà paraphé, et, à ce propos, il m'a confié les sentiments d'admiration de son gouvernement envers la jeune république fédérative”. Auboynau a commenté avec surprise cette sortie d'István Gyöngyössy: „Est-il besoin de souligner que ces déclarations manifestement empreintes de chauvinisme magyar sont d'autant plus significatives qu'elles émanent d'un *communiste*?”³²

Lemoine, le représentant français à Budapest, lui a fait écho, en constatant que „le succès n'aurait pas été aussi complet qu'on le dit officiellement. . . La Roumanie s'est refusée à inclure dans l'accord culturel les clauses proposées par le gouvernement hongrois en vue d'assurer à

³¹ Takács qui devait probablement son poste à son attaque contre Mgr. Áron Márton.

³² MAE, *Série Z, Europe, Roumanie*, vol. 24. Télégramme no. 1091 d'Auboynau de Bucarest, le 28 novembre 1947.

son église catholique de Transylvanie et aux nombreuses œuvres qui en dépendent les garanties et une aide financière. Sur le plan politique on a été, m'a dit ce matin le Secrétaire aux Affaires Étrangères, beaucoup moins loin qu'à Belgrade. Il semble que le gouvernement hongrois ait cherché à gagner du temps et qu'il veuille attendre la visite du Maréchal Tito à Budapest, prévue pour la seconde quinzaine de décembre"³³.

Gheorghiu-Dej, le chef du Parti Communiste Roumain (1944-1965), ne dissimulait pas non plus sa déception devant le représentant français à Bucarest. Il se plaignait des pressions qu'exerçait, sans succès d'ailleurs, sur ses collègues le gouvernement de Budapest „pour faire donner un régime de faveur à l'église catholique hongroise de Transylvanie”; mais il en voulait surtout à M. Dinnyés d'avoir „saboté” sa grande déclaration d'amitié hungaro-roumaine. En effet, ce discours devait être prononcé devant tout le corps diplomatique, à l'issue du dîner offert le 26 novembre par le Président Groza; or, au dernier instant, le chef du gouvernement hongrois refusa, à la grande surprise de tous les invités et le banquet prit fin sans aucune effusion oratoire. Ce n'est que le lendemain, à un déjeuner presque intime à la Présidence du Conseil, que M. Dinnyés se décida enfin à prendre la parole, mais alors qu'il avait affirmé „renoncer définitivement à toutes revendications territoriales”, il a ajouté, dans le texte communiqué à la presse, l'épithète „chauvine” qui, dans l'esprit de M. Gheorghiu-Dej, laisserait la porte ouverte à des revendications „raisonnables”. Aubyonau a retenu de tout cela „qu'en définitive, l'impression qui subsiste de toutes ces manifestations bruyamment placées sous le signe d'une commune idéologie, n'est, de part et d'autre, que *rancoeur*”³⁴.

Dans les décennies du communisme, telle fut la véritable nature des relations roumano-hongroises. La majeure partie des acteurs des relations roumano-hongroises de 1944 à 1947 sont tombés victimes, de part et d'autre, de la répression stalinienne pratiquée par leurs régimes communistes. Le roi Michel fut contraint à l'abdication par Groza et Bodnăraș le 30 décembre 1947; Maniu, Mihalache et Brătianu finirent leur vie en prison, le général Rădescu exilé, Lucrețiu Pătrășcanu fut exécuté le 16 avril 1954 par ordre de Gheorghiu-Dej. Ferenc Nagy, le Premier Ministre hongrois trouva refuge aux États-Unis d'Amérique jusqu'à la fin de sa vie, ainsi que Kertész, Nékám, le représentant hongrois à Bucarest et nombre d'autres; le Président de la République hongrois, Tildy, fut privé de sa liberté dans les années cinquante et après 1956, Rajk – le Ministre

³³ *Ibidem*. Télégramme no.7759-760 de Lemoine de Budapest, le 29 novembre 1947.

³⁴ MAE, *Série Y, Europe, Roumanie*, vol. 24. Télégramme d'Aubyonau de Bucarest, le 30 novembre 1947.

de l'Intérieur hongrois – fut pendu à la suite d'un procès truqué en septembre 1949; dans le cadre du même procès, István Gyöngyössy fut incarcéré pour ne retrouver sa liberté qu'en 1956; les dirigeants hongrois de Transylvanie, des deux camps, modéré et communiste, furent emprisonnés lors d'un même procès en 1951, Gyárfás Kurkó, Edgár Balogh de l'UPH, Mgr. Áron Márton, József Venczel et beaucoup d'autres dans le camp catholique; Béla Demeter, arrêté en Hongrie, livré à la Sûreté (Securitate) roumaine, trouva la mort dans une prison en Roumanie. *Dans ce triangle soviéto-roumano-hongrois, c'est la police secrète soviétique, l'NKVD, l'ancêtre du KGB, qui dirigea la répression contre les hommes politiques et diplomates roumains et hongrois, conservateurs et communistes, progressistes et modérés.* L'Union Soviétique se souciait plutôt de la consolidation de son système d'alliances et voulait tout simplement „supprimer” les litiges nationaux hérités du passé. Cette politique n'a pas permis un débat libre, démocratique à s'instaurer entre les deux nations pour trouver le chemin d'une réconciliation véritable, puisque tout de suite, selon les doctrines communistes, ces tentatives devenaient suspectes, „nationalistes” et „anti-soviétiques”. Au lieu de contraindre ses „alliés” à dépasser les problèmes bilatéraux, avec l'avènement de la guerre froide, l'Union Soviétique a „gelé” ces problèmes pour qu'il resurgissent un demi-siècle plus tard, après 1989.

CONCLUSION

Georges Bidault, le Quai d'Orsay et les diplomates français en Hongrie et en Roumanie sont devenus, après l'armistice roumain, des observateurs privilégiés des relations *triangulaires* hungaro-roumano-soviétiques, dont l'enjeu principal fut la Transylvanie. À un seul moment de cette histoire complexe et changeante, le 20 septembre 1945, lors de la session de Londres du Conseil des Ministres des Affaires Étrangères, Georges Bidault a tenté de devenir un acteur de ces relations, avec des répercussions qui touchaient le *statut* international de la France. Les diplomates français étaient bien renseignés, mais ils leur manquaient les moyens de faire valoir même les intérêts de la France, et ils pouvaient bien sûr encore moins influencer le cours des événements dans cette partie de l'Europe.

La Roumanie est partie favorite dans la course pour la Transylvanie avec le tournant réalisé par le roi Michel, le 23 août 1944. L'Union Soviétique de Staline se retrouvait face à une monarchie qui essayait de sauver l'ancien régime et de centrer la politique roumaine autour des partis historiques. Le représentant provisoire des intérêts français, Roger Sarret, est devenu le témoin des interventions répétées de Vyatchinsky pour mettre au pas les gouvernements roumains successifs. La diplomatie française a réussi à saisir la réalité qui prévalait dans la région: le poids écrasant de l'Armée Rouge libératrice; la politique soviétique inspirée par l'application du „précédent italien”; le partage en sphère de sécurité soviéto-britannique; et, dans le cas de la Transylvanie, des considérations de *divide et impera*, afin de tenir en échec les deux protagonistes, la Roumanie et la Hongrie. Pour recouvrer le *statut* de grande puissance de la France, le général de Gaulle avait fait le voyage à Moscou. Or, cela signifiait, en dehors d'une perte totale d'influence de la France dans la partie Est de l'Europe due à la guerre, que le Quai d'Orsay devait ménager les Soviétiques et ne pouvait aucunement faire cause commune avec la monarchie et les partis historiques roumains en conflit constant et ouvert avec la puissance occupante.

La Hongrie, suite à l'échec total de sa tentative de sortie de la guerre, a complètement disparu comme facteur à prendre en considération des calculs politiques soviétiques. Moscou avait une politique préméditée

d'isolement international de la Hongrie, complètement assujettie à la politique soviétique. Néanmoins, Staline utilisait sciemment la question de la Transylvanie comme moyen de chantage envers la monarchie roumaine. Comment expliquer autrement l'introduction de l'administration militaire soviétique directe en Transylvanie du Nord entre le 12 novembre 1944 et le 13 mars 1945, les tendances *autonomistes* des communistes roumains et hongrois locaux, encouragés par Moscou, contre les gouvernements de Bucarest et les partis historiques et avec l'extorsion des réparations par application de l'armistice avec la Roumanie? Quand le gouvernement Groza fut imposé par Vychinsky, le 6 mars 1945, au souverain roumain, l'octroi de la Transylvanie du Nord à la gauche roumaine, ce „*don*” de Staline, a joué un rôle crucial. En effet, c'est le gouvernement pro-soviétique, créature de Vychinsky, et non pas la monarchie et les partis historiques qui réalisèrent le tournant, qui reçurent ce „cadeau”, à condition d'assurer une égalité de droits, une politique des nationalités de type soviétique pour maintenir l'ordre et la paix à la population hongroise de la Transylvanie du Nord. Jean Paul-Boncour, le représentant politique français arrivait ces jours-là à Bucarest, est devenu un observateur critique des agissements du gouvernement Groza, de sa politique apparemment „magyarophile”, et de son mentor soviétique.

À l'automne 1945, le Quai d'Orsay, en guise de „repentir tardif” du traité de paix de Trianon, a préparé des plans de modification de la frontière roumano-hongroise en faveur de la Hongrie, avec l'octroi à ce pays d'un territoire, le Partium (le prolongement de la grande plaine hongroise) et un échange de populations. Georges Bidault voulait rétablir la frontière de l'entre-deux-guerres d'une façon „raisonnable” avec la réintroduction d'un système de protection des minorités nationales. James Byrnes, le Ministre des Affaires Étrangères américain, en voulant renverser le gouvernement Groza, proposa une rectification de la frontière de 3000 miles carrés soutenu modérément par Bevin, le 20 septembre 1945. Molotov, le Ministre des Affaires Étrangères soviétique défendit, bec et ongles, le gouvernement Groza et les frontières de Trianon. En effet, la seule raison d'être du régime roumain imposé par les Soviétiques, était la défense de la frontière de Trianon, puisque l'Union Soviétique avait enlevé la Bessarabie et la Bucovine du Nord, et la Bulgarie, la Dobroudja du Sud, à la Roumanie.

Le conflit entre les grandes puissances à propos de la Roumanie a eu des conséquences néfastes pour la France. Non signataire des armistices des pays ex-ennemis dans la sphère soviétique, la France fut exclue des négociations de ces traités de paix, pour retrouver, en 1946, un rôle de médiateur entre l'Est et l'Ouest et d'observateur privilégié des affaires roumaines. Jean Paul-Boncour, dans les conditions de lutte d'influence

entre les Soviétiques et les Anglo-américains en Roumanie, a réussi à nouer des relations de confiance avec le Ministre des Affaires Étrangères roumain, Gheorghe Tătărescu, qui s'opposait à la politique de Groza, qui en apparence favorisait une clientèle ouvrière hongroise, utilisée comme troupe de choc contre les partis historiques et maintenait de bonnes relations avec Maniu et Brătianu d'une part, et avec le communiste Lucrețiu Pătrășcanu d'autre part, pour défendre la cause nationale contre la Hongrie et les Hongrois de Transylvanie. Le représentant français a reçu des consignes de prudence de Georges Bidault en ce qui concerne la cour royale; mais après la conférence soviéto-américano-britannique de Moscou, en décembre 1945, et l'entrée des Ministres du Parti National Paysans et du Parti National Libéral dans le gouvernement Groza, il a eu un entretien éclairant le comportement du roi Michel dans la crise politique roumaine.

Au printemps 1946, les grandes puissances qui avaient voix au chapitre dans le règlement territorial roumano-hongrois, l'Union Soviétique, les États-Unis d'Amérique et le Royaume-Uni optèrent définitivement pour le rétablissement de la frontière de Trianon, malgré les tentatives du gouvernement Ferenc Nagy pour obtenir une rectification, avec des voyages à Moscou, à Paris, à Londres et à Washington D.C. Sur la suggestion des Soviétiques, un émissaire hongrois, Pál Sebestyén, a même tenté des négociations territoriales directes avec Groza et Tătărescu, pour trouver une fin de non-recevoir. C'est dans cette atmosphère exacerbée que Gabriel Richard, consul à Galatz, en mission à Cluj, commença à envoyer des rapports de la capitale transylvanienne sur la vie politique de la Transylvanie et sur les affrontements entre les Roumains et les Hongrois. Comme Jean Paul-Boncour, au début, il avait une vision simpliste sur la majorité roumaine favorable aux partis historiques, „opprimée” par une minorité ouvrière agissante de Hongrois, la clientèle du gouvernement Groza. Le discours de Lucrețiu Pătrășcanu, Ministre de la Justice, le 8 juin 1946 à Cluj, a inauguré une surenchère nationaliste et pro-soviétique entre les communistes roumains et hongrois, suspendue temporairement par le débat roumano-hongrois et la clôture définitive de la question territoriale à la conférence de Paris en septembre 1946. La position du gouvernement hongrois avec sa majorité du parti des Petits Propriétaires, pro-occidental, fut ébranlée. Robert Faure et Henry-Louis Gauquié, les diplomates français à Budapest, ont éprouvé peu de sympathie pour „cet enfant mal et tard venu” qu'était à leurs yeux la démocratie hongroise. En revanche, Jean Paul-Boncour s'identifiait aux thèses de la „suprématie roumaine” en critiquant les „excès magyaro-philés” d'inspiration „moscotaire” de Groza et est intervenu auprès du Secrétariat de la conférence de Paris contre l'idée de l'adoption d'un système de protection des minorités nationales.

La perception des diplomates français rappelle la politique de l'entre-deux-guerres de la France et témoigne d'un parti pris net et clair en faveur des Roumains. Cela paraît en contradiction avec les plans de paix du Quai d'Orsay à l'automne 1945 et le rôle de médiateur de la France entre l'Est et l'Ouest. En 1946, Jean Paul-Boncour critiquait régulièrement et avec véhémence la politique „magyarophile” de Groza. Le gouvernement Groza, étant la créature de Vychinsky, défendait „le retour de la Transylvanie” à la Roumanie avec autant d'acharnement que Tătărescu, les partis historiques ou le souverain roumain lui même. Sa „magyarophilie” n'était qu'apparence et tromperie. Après les élections truquées du 19 novembre 1946, ce gouvernement a jeté son masque. Une fois *en possession de la Transylvanie*, son pouvoir consolidé, il ne s'agissait plus ni de l'autonomie, ni des droits des minorités nationales ni même des négociations bilatérales pour résoudre les problèmes entre les Hongrois et les Roumains. L'alignement total de l'Union Populaire Hongroise sur la politique gouvernementale et la visite de Groza et de Bodnăraş à Budapest, en mai 1947, ne changèrent en rien le bilan complètement négatif de la politique roumaine envers la minorité hongroise de Transylvanie.

Ce n'est qu'après le tournant de la politique intérieure et extérieure de la Hongrie, la chute du gouvernement Ferenc Nagy et la décomposition du Parti des Petits Propriétaires à la suite d'une intervention policière directe soviétique, au printemps 1947, que les représentants français – Jean Paul-Boncour et Gabriel Richard – commencent à se rendre compte des visées véritables et de la polarisation de la société hongroise transylvannienne. Richard est l'unique représentant étranger qui rend compte des vagues d'arrestations liées aux événements de la Hongrie. Avec plus d'un an de décalage, il arrive à comprendre que la majorité des Hongrois de Transylvanie se rangeait dans le camp national-chrétien de Mgr. Áron Márton, l'évêque d'Alba Iulia, homme intègre qui représentait leur désir de retour à la Hongrie au nom de l'autodétermination du peuple et sympathisant avec les paysans démocratiques du Parti des Petits Propriétaires pour échapper à l'emprise communiste. Cela ne changea en rien la position de Jean Paul-Boncour sur „l'insupportable irrédentisme des minoritaires hongrois” qui fut intéressé par un seul aspect des relations roumano-hongroises: qui bénéficie du soutien réel de Moscou? Justement, la Roumanie, comme à la sortie de la guerre, a pris un avantage considérable par rapport à la Hongrie, où le gouvernement pro-soviétique de Lajos Dinnyés fut imposé seulement en juin 1947 et où des élections frauduleuses furent organisées à la fin du mois d'août 1947. Cela permit à Groza et à Bodnăraş de donner des leçons de fidélité et de loyauté pro-soviétique à leurs interlocuteurs hongrois à Budapest en leur faisant clairement comprendre que „la clé de la nécessaire amitié

roumano-hongroise se trouvait dans les rapports hungaro-soviétiques”. Derrière ce paravent, la politique de Groza a obtenu l’essentiel: la reconnaissance explicite de la part du Président de la République hongroise, Zoltán Tildy, du règlement territorial. En même temps, Groza a ruiné les positions économiques de la population hongroise de Transylvanie; a isolé ces Hongrois de la Hongrie: sa politique consistait en beaucoup de paroles, mais peu d’actes.

La satellisation et la soviétisation de la Roumanie et de la Hongrie commencèrent à l’automne 1947. La visite de la délégation hongroise à Bucarest et le congrès de l’UPH ont montré le véritable visage de la politique communiste roumaine envers la Hongrie et les Hongrois de Transylvanie pendant l’ère de Gheorghiu-Dej (1944-1965). Les minoritaires hongrois abandonnèrent leurs revendications nationales. La Roumanie communiste a bâti un „*rideau de fer*” non seulement contre l’Ouest, mais aussi pour isoler complètement la population hongroise de Transylvanie de la „mère-patrie”, la Hongrie voisine. Les dirigeants communistes hongrois entrés dans l’administration roumaine furent considérés par leurs compatriotes comme des „traîtres”, l’oppression des Hongrois, aggravée par une isolation complète du monde extérieur, n’a pas trouvé de répit. Les derniers rapports des représentants français à Budapest, à Bucarest et à Cluj témoignent des efforts de l’Union Soviétique pour éliminer des conflits nationaux afin de consolider son système d’alliances dans lequel elle a réuni la Roumanie et la Hongrie, de nouveaux „frères ennemis”. Ces conflits mis en sourdine n’ont trouvé ni solution, ni apaisement, faute d’un débat démocratique dans l’empire soviétique. La fenêtre d’observation des diplomates français (1944-1947) se referma avec l’avènement de la guerre froide.

BIBLIOGRAPHIE

Publication des documents diplomatiques, livres

- Arcidiacono, Bruno, *Le „précédent italien” et les origines de la guerre froide. Les alliés et l'occupation de l'Italie 1943-1944*, Bruxelles, Bruylant, 1984.
- Arcidiacono, Bruno, *Alle origini della divisione europea. Armistizi e Commissioni di controllo alleate in Europa orientale, 1944-1946* [À l'origine de la division européenne. Les armistices et les Commissions de contrôle alliées en Europe orientale], Firenze, Ponte alle Grazie, 1993.
- Ardeleanu, Ion; Irimia, Vasile; Muşat, Mircea (éds.), *23 August 1944. Documente 1944-1945*, vol. II-III, Bucarest, Edit. Ştiinţifică şi Enciclopedică, 1984, 1985.
- Autonómisták és centralisták. Észak-Erdély a két román bevonulás között (1944. szeptember-1945. március)* [Les autonomistes et les centralistes. La Transylvanie du Nord entre les deux entrées roumaines (septembre 1944-mars 1945)], par Vincze, Gábor et Nagy, Mihály Zoltán, Kolozsvár-Csíkszereda, EME-Pro-print, 2004.
- Bán, D. András, *Pax Britannica*, Budapest, Osiris, 1996.
- Baráth, Magdolna; Ivan M. Majszkij, „A jövővilág kíváncsi alapelveiről (1940)”. In: *Külpolitika*, Budapest, 1996. 3-4. pp. 154-184.
- Berry, Y. Burton, *Romanian Diaries (1944-1947)* (Edited by Cornelia Bodea), Iaşi – Oxford – Portland, The Center for Romanian Studies, 2000.
- British foreign policy in the Second World War*, by Sir Llewellyn Woodward, London, H.M. Stationery Office, 1962.
- Chiper, Ioan; Constantiniu, Florin; Pop, Adrian, *Sovietizarea României. Percepţii anglo-americeane* [La soviétisation de la Roumanie. Perceptions anglo-américaines], Bucarest, Edit. Iconica, 1993.
- Ciuceanu, Radu (éd.), *Misiunile lui A. I. Văşinski în România. Din istoria relaţiilor româno-sovietice 1944-1946. (Documente secrete)* [Les missions de Vychynski en Roumanie], Bucarest, Institutul Naţional pentru Studiul Totalitarismului, 1997.

- Constantiniu, Florin, *PCR, Pătrășcanu și Transilvania (1945-1946)*, Bucurest, Edit. Enciclopedică, 2001.
- Cretzianu, Alexandru, *Relapse into Bondage: Political Memoirs of a Romanian Diplomat 1918-1947*, Iași-Oxford-Portland, The Center for Romanian Studies, 1998.
- Cronin, Audrey Kurth, *Great Powers Politics and the Struggle over Austria, 1945-1955*, Ithaca and London, Cornell Studies in Secutity Studies, 1986.
- Documents Diplomatiques Français 1945-1947*, Paris, Imprimerie Nationale, 1996-2004.
- Duca, George I., *Cronica unui român în veacul XX-lea* [La chronique d'un Roumain au XXème siècle], vol. III, München, Ion Dumitru Verlag, 1985.
- Foreign Relations of the United States (F.R.U.S.).
- Fülöp, Mihály, *La paix inachevée. Le Conseil des Ministres des Affaires Étrangères et le traité de paix avec la Hongrie (1947)*, Budapest, Association des Sciences Historiques de Hongrie, 1998.
- Giurescu, Dinu C., *Guvernarea Nicolae Rădescu* [Le gouvernement de Nicolae Rădescu], Bucurest, Edit. ALL, 1996.
- Ionescu, Ghita, *Communism in Rumania 1944-1962*, Oxford, Oxford University Press, 1964.
- Juhász, Gyula, *Magyar-brit titkos tárgyalások 1943-ban* [Négociations secrètes hungaro-britanniques en 1943], Budapest, Kossuth, 1978.
- Kertész, Stephen D., *Diplomacy in a whirlpool. Hungary between Nazi Germany and Soviet Russia*, Westport, Greenwood Press, 1974.
- Kertész, S. D., *Between Russia and the West. Hungary and the Illusions of Peacemaking 1945-1947*, Notre Dame (Indiana), University of Notre Dame Press, 1984.
- Kimball, Warren F., *Churchill and Roosevelt. The Complete Correspondance*, New Jersey, Princeton, 1984.
- Kimball, Warren F., *Swords or Ploughshares? The Morgenthau Plan for Defeated Nazi Germany 1943-1946*, Philadelphia, J. B. Lippincott Company, 1976.
- King, Robert R., *History of the Romanian Comunist Party*, Stanford, Hoover Institution Press, 1980.
- Making the Peace Treaties 1941-1947*, Washington D.C., Department of State, February 1947.
- Mocanu, Marin Radu, *România și armistițiul cu Națiunile Unite. Documente* [Roumanie et l'armistice avec les Nations Unies, Documents], vol. II, Bucurest, Arhivele Statului, 1995.
- Nagy, Ferenc, *The Struggle behind the Iron Curtain*, New York, MacMillan, 1948.

- Nastasă, Lucian (éd.), *Minorităţi etnoculturale – mărturii documentare: Maghiarii din România (1945–1955)*, [Minorités ethno-culturelles – témoignages documentaires. Les hongrois de la Roumanie], Cluj, Centrul de Resurse pentru Diversitate Etnoculturală, 2002.
- Quinlan, Paul D., *Clash over Romania. British and American Policies toward Romania. 1938-1947*, Los Angeles, American and Romanian Academy of Art and Science, 1977.
- Revízió vagy autonómia? Iratok a magyar-román kapcsolatok történetéről 1945-1947* [Révision ou autonomie. Documents sur les relations roumano-hongroises 1945-1947], par Mihály Fülöp et Gábor Vincze, Budapest, Fondation Teleki, 1998.
- Riste, Olav, *Western Security. The Formative years. Europeans and Atlantic Defence 1947-1953*, Oslo, Universitetsforlaget, 1985.
- Romsics, Ignác, *Wartime American Plans for a New Hungary. Documents from the U.S. Department of State, 1942-1944*, New-York, Columbia University Press, 1992.
- Rónai, András, *Térképezett történelem* [L'histoire en cartographie], Budapest, Magvető, 1989.
- Rostow, W. W., *The Division of Europe after World War II. 1946*, Austin, University of Texas Press, 1981.
- Soutou, Georges-Henri, *La guerre de Cinquante Ans. Les relations Est-Ouest 1943-1990*, Paris, Fayard, 2001.
- Strategii şi politici electorale în alegerile parlamentare din 19 noiembrie 1946* [Stratégies et politiques électorales dans les élections parlementaires], éd. Virgiliu Țărău et I.M. Bucur, Cluj, Centrul de Studii Transilvane, 1998.
- Styemenko, I. V., *A vezérkar a háború éveiben* [L'état major dans les années de la guerre], Budapest, Kossuth, 1975.
- The Foreign Office and the Kremlin. British Documents on Anglo-Soviet Relations 1941-45*, rédigé par Graham Ross, Cambridge (GB), Cambridge University Press, 1984.
- Trachtenberg, Marc, *A Constructed Peace. The Making of the European Settlement 1945-1963*, New Jersey, Princeton University Press, 1999.
- Transylvania*, Ohio, The Kent University Press, 1983.
- Țărău, Liviu C., *Între Washington şi Moscova: România 1945-1965*, Cluj, Edit. Tribuna, 2005.
- Țărău, Virgiliu, *Alegeri fără opţiune. Primele scrutinuri parlamentare din Centrul şi Estul Europei după cel de-al doilea război mondial*, Cluj, Edit. Eikon, 2005.
- Young, John W., *France, the Cold War and the Western Alliance 1944-1949. French foreign policy and post-war Europe*, London, Leicester University Press, 1990.

- Трансилванский вопрос [Le problème transylvanien. Le débat territorial hungaro-roumain et l'URSS 1940-1946. Documents], Introduction par T. M. Islamov et T. A. Pokivailova, Moscou, Rosspen, 2000.
- Williams, Andrew, *Failed imagination? New world orders of the twentieth century*, Manchester and New York, Manchester University Press, 1998.

Articles

- Bán, D. András, Európa megmentése vagy Kelet-Európa „elárulása”? Az 1944. októberi „százalékegyezmény” [Salvation ou trahison de l'Europe? L'accord de pourcentage d'octobre 1944]. In: *Konfliktusok és kezelésük Közép-Európában. Technikák és hagyományok*. (Szerk.: Bárdi Nándor), Budapest, Teleki László Alapítvány, 2000.
- Bán, D. András, Föderációs és konföderációs tervek Kelet-Közép- és Délkelet-Európáról 1939–1947 [Plan de confédération et fédération en Europe Centrale, orientale et du Sud-Est]. In: *Integrációs törekvések Közép- és Kelet-Európában a 19. és 20. században*, Budapest, Teleki László Alapítvány, 1997, pp. 115–155.
- Dobrinescu, Valeriu Florin, Comisia Aliată de Control (sovietică) și interpretarea articolului 19 din Convenția de armistițiu (12 septembrie 1944-6 martie 1945) [La Commission de Contrôle alliée et l'interprétation de l'article 19 de la Convention d'armistice 12 septembre 1944-6 mars 1945]. In: *Sovietizarea în Nord-vestul României 1944–1950*, Satu Mare, Editura Muzeului Sătmărean, 1996, pp. 41–44.
- Fülöp, Mihály, A Külügyminiszterek Tanácsa és magyar békeszerződés [Le Conseil des Ministres des Affaires Étrangères et le traité de paix hongrois]. In: *Külpolitika* 1985/N°4.
- Fülöp, Mihály, A magyar békeelőkészítés és a demokratikus külpolitika alapelvei [La préparation hongroise de la paix et les principes démocratiques fondamentaux de la politique extérieure]. In: *Juss*, Hódmezővásárhely, 1990, n°2.
- Fülöp, Mihály, Le sort de la Transylvanie 1946 (Les rapports de Bucarest rédigés par Pál Sebestyén) [Erdély sorsa 1946 (Sebestyén Pál bukaresti jelentései)]. In: *História*, Budapest, 1988, n°2-3.
- Kersaudy, François, Le général de Gaulle et les „Trois Grands”. In: *Relations Internationales*, Genève, No. 108, Hiver 2001.
- Narinskiy, Mikhail, Moscou et le Gouvernement provisoire du général de Gaulle. In: *Relations Internationales*, No. 108, Hiver 2001.
- Rădescu, Nicolae, Începutul ocupației [Le début de l'occupation]. In: *Memoria*, Bucarest, 6/1992.

Țărău, Virgiliu, Noi documente referitoare la atacul căminului studențesc Avram Iancu din Cluj în seara zilei de 28 mai 1946 [Nouveaux documents concernant l'attaque du foyer étudiantin Avram Iancu de Cluj]. In: *Analele Sighet*, 4, Bucarest, 1997.

Vaisse, Maurice, Les bureaux d'études des Affaires Étrangères et l'Italie (1940-1944). In: *Revue d'histoire diplomatique*, Paris, 1983, No. 3-4.

ANNEXE

1. Liste des documents

1. Télégramme chiffré de Roger Garreau, chargé d'affaires à Moscou, à Georges Bidault, Ministre des Affaires Étrangères, No. 526, reçu à Alger, le 19 septembre 1944, sur la déception de la délégation roumaine de l'armistice.

2. Télégramme chiffré de Roger Garreau, chargé d'affaires à Moscou, à Georges Bidault, Ministre des Affaires Étrangères, Paris, No. 683, Moscou, le 5 novembre 1944, sur les reproches de la presse soviétique à la Roumanie.

3. Note de Henry Gauquié, chargé d'affaires auprès du Gouvernement Royal de Yougoslavie, Mission Française auprès des Gouvernements Alliés établis à Londres, à Georges Bidault, Ministre des Affaires Étrangères, Paris, No. 1640-Londres, le 22 novembre 1944, sur „Les Soviets et la question des nationalités en Europe Centrale. Transylvanie”.

4. Télégramme adressé par Roger Sarret, représentant provisoirement les intérêts français en Roumanie, à Georges Bidault, Ministre des Affaires Étrangères, Paris, No. 76, Bucarest, le 23 novembre 1944, sur les exigences de A.I. Vychinsky, ministre adjoint des affaires étrangères soviétique, en visite en Roumanie.

5. Télégramme adressé par Roger Sarret, représentant provisoirement les intérêts français en Roumanie, à Georges Bidault, Ministre des Affaires Étrangères, Paris, No. 77, Bucarest, le 25 novembre 1944, sur la tension causée par les exigences de A.I. Vychinsky, ministre adjoint des affaires étrangères soviétique, en visite en Roumanie.

6. Télégramme très confidentiel adressé par Roger Sarret, représentant provisoirement les intérêts français en Roumanie, au général Charles de Gaulle, Président du Gouvernement Provisoire de la République Française, No. 843/CAB, reçu le 26 novembre 1944, sur la tension provoquée par l'ultimatum de A.I. Vychinsky, ministre adjoint des affaires étrangères soviétique au gouvernement roumain.

7. Note par M. Tarbé de Saint-Hardouin, Ministre Plénipotentiaire, délégué en Turquie du Gouvernement Provisoire de la République française à Georges Bidault, Ministre des Affaires Étrangères, Paris, No.

455/P.C., Ankara, le 2 décembre 1944, sur l'avis de Cretzianu, le Ministre de Roumanie à Ankara, sur le comportement de l'Armée Rouge en Roumanie.

8. Note très secrète de la Direction Générale des Études & Recherches au général Charles de Gaulle, président du Gouvernement Provisoire de la République Française, No.101, reçue le 11 décembre 1944, Paris, transmettant les informations de Roger Sarret, représentant provisoirement les intérêts français en Roumanie, sur la détente russo-roumaine après la formation du nouveau gouvernement roumain et le départ de Vychinsky de Bucarest.

9. Télégramme très confidentiel adressé par Sarret, représentant provisoirement les intérêts français en Roumanie, au général Charles de Gaulle, président du Gouvernement Provisoire de la République Française (à ne pas communiquer aux Alliés), retransmis au cabinet par la Direction Générale des Études & Recherches 1^{ère} Direction, No. 102/1025, reçu le 14 décembre 1944, Paris, sur la conversation Sarret-Vychinsky.

10. Télégramme en clair à l'arrivée par Roger Sarret, représentant provisoirement les intérêts français en Roumanie, à Georges Bidault, Ministre des Affaires Étrangères, Paris, No.155, Bucarest, le 14 mars 1945, sur le défilé à Cluj des éléments urbains hongrois devant le Roi, les Alliés, le gouvernement Groza au moment de la réintégration de la Transylvanie et l'absence d'allusion au rôle joué par la France en 1919.

11. Note du chargé d'affaires auprès des gouvernements alliés établis à Londres à Georges Bidault, Ministre des Affaires Étrangères, Paris, No. 2150, Londres, le 14 mars 1945, sur „La Transylvanie du Nord sous l'administration roumaine; réaction des milieux hongrois de Londres”.

12. Télégramme en clair à l'arrivée par Roger Sarret, représentant provisoirement les intérêts français en Roumanie, à Georges Bidault, Ministre des Affaires Étrangères, Paris, No. 159, Bucarest, le 26 mars 1945, sur l'éventuelle absorption de la Roumanie par la Russie, la réaction de Groza en niant qu'il est „Kerensky” et les relations soviéto-françaises en Roumanie.

13. Note de la Direction d'Europe pour Georges Bidault, Ministre des Affaires Étrangères, Paris, le 17 avril 1945, sur l'évolution de la politique roumaine de l'armistice (le 12 septembre 1944) au mois de mars 1945.

14. Télégramme en clair à l'arrivée par Roger Sarret, représentant provisoirement les intérêts français en Roumanie, à Georges Bidault, Ministre des Affaires Étrangères, Paris, No. 7, Bucarest, le 19 mai 1945, sur les relations roumano-russes.

15. Note de la Direction d'Europe pour Georges Bidault, Ministre des Affaires Étrangères, Paris, le 6 septembre 1945, sur „La frontière

entre la Hongrie et la Roumanie”; données ethniques du problème transylvain, solutions possibles au problème transylvain (solution radicale roumaine, solution radicale hongroise, „spiritualisation” des frontières, faire de la Transylvanie une Suisse, tracé de la frontière roumano-hongroise selon les limites ethnographiques), solution proposée.

16. Télégramme chiffré de Jean Paul-Boncour, représentant politique français en Roumanie, à Georges Bidault, Ministre des Affaires Étrangères, No. 282/283, Bucarest, le 24 novembre 1945, sur son voyage en Transylvanie.

17. Note de Jean Paul-Boncour, représentant politique français en Roumanie, à Georges Bidault, Ministre des Affaires Étrangères, No. 11 EU, Bucarest, le 18 janvier 1946, sur la politique roumaine à l'égard des minorités hongroises.

18. Télégramme chiffré de Jean Paul-Boncour, représentant politique français en Roumanie, à Georges Bidault, Ministre des Affaires Étrangères, No. 148/149, Bucarest, le 8 février 1946, sur l'intention de Tătărescu, vice-président du conseil de la Roumanie, de se rendre à Paris et exprimant sa déception concernant la position française sur la frontière entre la Hongrie et la Roumanie.

19. Note de Jean Paul-Boncour, représentant politique français en Roumanie, à Georges Bidault, Ministre des Affaires Étrangères, No. 27 EU, Bucarest, le 13 mars 1946, sur „l'U.R.S.S. et les frontières de Trianon”.

20. Télégramme secret et réservé du général Catroux, Ambassadeur de France en U.R.S.S., à Georges Bidault, Ministre des Affaires Étrangères, Paris, No. 921, Moscou, sur l'avis de l'ambassadeur de Roumanie concernant la visite de la délégation gouvernementale hongroise, la demande territoriale hongroise et l'éventuel transfert des Hongrois de Transylvanie en Hongrie.

21. Télégramme chiffré de Jean Paul-Boncour, représentant politique français en Roumanie, à Georges Bidault, Ministre des Affaires Étrangères, No. 339, Bucarest, le 19 avril 1946, sur la confirmation par Dekanozov, ministre adjoint des Affaires Étrangères, chargé de la rédaction des traités de paix balkaniques, de la frontière de Trianon entre la Hongrie et la Roumanie.

22. Télégramme chiffré de Jean Paul-Boncour, représentant politique français en Roumanie, à Georges Bidault, Ministre des Affaires Étrangères, No. 346 à 349, le 1 mai 1946, Bucarest, sur l'échec de la mission de Pál Sebestyén, envoyé spécial du gouvernement hongrois pour négocier une rectification territoriale avec Bucarest.

23. Télégramme chiffré de Jean Paul-Boncour, représentant politique français en Roumanie, à Georges Bidault, Ministre des Affaires Étrangères, No. 350-351, le 2 mai 1946, Bucarest, sur la position américaine

concernant la frontière entre la Hongrie et la Roumanie et le renoncement américain à une rectification territoriale.

24. Télégramme secret et réservé de Maurice Dejean, ambassadeur de France en Tchécoslovaquie, à Georges Bidault, Ministre des Affaires Étrangères, Paris, No. 365, le 4 mai 1946, Prague, sur la „Position du Gouvernement hongrois à l'égard des Magyars de Transylvanie”.

25. Télégramme en clair à l'arrivée par Jean Paul-Boncour, représentant politique français en Roumanie, à Georges Bidault, Ministre des Affaires Étrangères, Paris, le 8 mai 1946, Bucarest, sur la célébration au Ministère des Affaires Étrangères roumain concernant les frontières de la Transylvanie.

26. Le rapport de Gabriel Richard, consul de France à Galatz, en mission à Cluj, à Monsieur Jean Paul Boncour, représentant politique de la République Française en Roumanie, à Bucarest, No.1, le 1^{er} juin 1946, Cluj, sur les „Manifestations et [la] vie politique à Cluj”.

27. Le rapport de Gabriel Richard, consul de France à Galatz, en mission à Cluj, à Georges Bidault, No. 2, le 5 juin 1946, Cluj, sur les „Troubles à l'Université de Cluj”.

28. Télégramme chiffré de Jean Paul-Boncour, représentant politique français en Roumanie, à Georges Bidault, Ministre des Affaires Étrangères, No. 482-483, le 8 juin 1946, Bucarest, sur le conflit roumano-hongrois à Cluj.

29. Télégramme chiffré de Jean Paul-Boncour, représentant politique français en Roumanie, à Georges Bidault, Ministre des Affaires Étrangères, No. 488-489, le 8 juin 1946, Bucarest, sur la réaction de Groza concernant le conflit roumano-hongrois à Cluj.

30. Télégramme chiffré de Jean Paul-Boncour, représentant politique français en Roumanie, à Georges Bidault, Ministre des Affaires Étrangères, No. 494-499, le 15 juin 1946, Bucarest, sur le discours de Pătrășcana, ministre de la justice roumain à Cluj.

31. Note de Jean Paul-Boncour, représentant politique français en Roumanie, à Georges Bidault, Ministre des Affaires Étrangères, Paris, No.67, le 17 juin 1946, Bucarest, sur les „Problèmes hongrois de Transylvanie”.

32. Le rapport de Gabriel Richard, consul de France à Galatz, en mission à Cluj, à Georges Bidault, No. 3, le 20 juin 1946, Cluj, sur les „Incidents de Cluj. Discours du Ministre de l'Intérieur. Message du Président du Conseil. Fin de la grève des étudiants”.

33. Note de Jean Paul-Boncour, représentant politique français en Roumanie, à Georges Bidault, Ministre des Affaires Étrangères, Paris, No. 76, le 3 juillet 1946, Bucarest, sur la „Politique transylvanienne du FND”. Annexe: „Régime de la population magyare de Transylvanie”.

34. Note de Jean Paul-Boncour, représentant politique français en Roumanie, à Georges Bidault, Ministre des Affaires Étrangères, Paris, No. 134 EU, le 4 novembre 1946, Bucarest, sur la „Politique hongroise du gouvernement Groza”.

35. Note de Jean Paul-Boncour, représentant politique français en Roumanie, à Georges Bidault, Ministre des Affaires Étrangères, Paris, No. 137 EU, le 8 novembre 1946, Bucarest, sur les „Serbes du Banat de Temesvár. Entrevue Groza-Tito en mai dernier”.

36. Note d’audience par Chauvel, secrétaire général du Ministère des Affaires Étrangères, sur son entretien avec Pál Auer, Ministre de Hongrie à Paris, le 15 novembre 1946, sur la question des minorités hongroises de Transylvanie.

37. Le rapport de Gabriel Richard, consul de France à Galatz, en mission à Cluj, à Georges Bidault, No. 28, le 15 mars 1947, Cluj, sur les „Arrestations massives en Transylvanie”.

2. Documents

1

RG/GH

Télégramme chiffré

Arrivée

Alger, le 19 sept. 1944
Reçu, le [19 sept. 1944]
Déchiffré, le 20 [sept. 1944]

Retransmission de Moscou. No. 526.

Certains membres de la délégation roumaine se montrent déçus des conditions de l’Armistice. Ils espèrent que la Roumanie en déclarant la guerre à l’Allemagne échapperait aux fâcheuses conséquences de sa complicité passagère et des ravages exercés par ses armées sur le territoire soviétique. Ils se plaignent notamment de ce qu’une zone comprenant Bucarest n’eut pas été soustraite à l’occupation militaire soviétique dominée du jour au lendemain d’un papier-monnaie d’occupation au change de 100 lei pour un rouble qui n’a pourtant rien d’arbitraire si le calcul est

basé sur la valeur officielle du rouble par rapport au dollar; du montant qu'ils estiment trop élevé après indemnité de 300 millions de dollars.

Ils ne semblent pas tenir compte de ce que la Roumanie va pouvoir, grâce à l'aide des forces soviétiques, récupérer les territoires qu'elle avait du céder à la Hongrie.

Monsieur Antonesco et son frère Mihai sont aux mains des Russes ainsi que le personnel de l'Ambassade d'Allemagne sauf l'ambassadeur Killinger qui s'est suicidé au moment où il allait être arrêté.

La convention d'armistice avec la Bulgarie serait signée non pas à Moscou mais au Caire, au nom des Nations Unies, par le Maréchal Tolboukhine qui commande les forces soviétiques en Bulgarie. Les forces du Maréchal Malinowski ont opéré hier leur jonction avec celles du Maréchal Tito dans la région de Negotine, mais elles laisseraient à ces dernières le soin de libérer elles-mêmes la totalité du territoire Yougoslave en leur fournissant seulement le matériel nécessaire. Ainsi serait évité d'autre part une intervention des forces anglo-américaines en Yougoslavie.

Confidentiel: M. Simitch, ambassadeur de Yougoslavie à Moscou, sera prochainement appelé aux fonctions de Président du Comité du Gouvernement tutélaire de la Serbie.

(Ministère des Affaires Étrangères. Paris, Série Z Europe 1944-1949. Roumanie, vol. 26, f.12-13)

2

Affaires Étrangères
Déchiffrement

Duplicata

Télégramme à l'arrivée

Moscou, le 5 novembre 1944
Reçu, le 7 novembre 1944

No. 683

L'attention soutenue que la presse soviétique porte à l'évolution politique des pays voisins de l'URSS, le soin avec lequel elle relève, soit au moyen de citations de journaux étrangers, soit lorsqu'il est nécessaire de préciser un point, par d'abondantes dépêches de l'Agence Tass, les moindres défaites de leur Gouvernement, la sévérité graduée de ses critiques forment, à mon sens, une des manifestations les plus importantes de la politique actuelle du Kremlin.

J'ai indiqué à Votre Excellence qu'à mon avis la question finlandaise était loin d'être réglée; je lui rends compte aujourd'hui par ailleurs des derniers développements de l'affaire iranienne; la Roumanie est, elle aussi, à l'ordre du jour.

Comme je l'ai signalé par mes télégrammes 637 et 653, la presse de Moscou a, jour après jour, versé des pièces au dossier qu'elle accumulait contre le Gouvernement Sănătescu: la formation du nouveau Cabinet roumain ralentira peut-être quelque temps cette campagne; la „Pravda” pourtant attaquait hier encore le Parti National Paysan dont plusieurs représentants figurent dans le nouveau Gouvernement. Il n'est pas inutile en tout cas de rappeler les grands traits de cette campagne qui est menée sur deux plans parallèles.

D'une part, il est reproché à la Roumanie de chercher à se soustraire aux obligations de la Convention d'armistice: les biens volés en URSS par les armées roumaines d'occupation sont camouflés, l'épuration se poursuit mollement.

D'autre part, la presse souligne l'opposition entre les fronts nationaux (communistes, socialistes, ligue des patriotes, front agrarien, union des syndicats) et les deux partis qui participaient au bloc national (nationaux tzaristes et nationaux libéraux) en montrant:

- 1) Que les chefs des deux partis traditionnels sont dans la question de l'épuration une attitude timorée, voire suspecte.
- 2) Que les éléments progressistes du parti tzariste ont tendance à se rallier au front agrarien.
- 3) Que celui-ci dispose de l'appui de la population (description de manifestations populaires à Bucarest et dans un grand nombre de villes de Roumanie).

Il semble donc que si l'URSS, modérée dans ses exigences de puissance victorieuse, soucieuse de marquer sa volonté de ne pas intervenir dans les affaires intérieures des pays qu'occupe l'Armée Rouge, paraît faire fond sur la „sagesse” de leur peuple, elle n'accorde qu'une confiance incertaine aux gouvernements avec lesquels elle poursuit l'expérience d'une collaboration.

Le Gouvernement des Soviets trouverait s'il était nécessaire dans l'application stricte des conventions d'armistice un moyen commode de pression. Je doute qu'il y recoure brutalement: il préférera à mon avis laisser le temps à ses voisins d'établir par leur évolution propre les conditions indispensables à une coopération sans réserve.

Roger Garreau

(Ministère des Affaires Étrangères. Paris, Série Z Europe, Généralités 1944-1949, vol. 28, f.14-15)

3

République Française

Mission Française auprès
des Gouvernements Alliés
établis à Londres

Londres, le 22 novembre 1944

HG/GM

Le Chargé d’Affaires auprès du Gouvernement Royal de Yougoslavie

Son Excellence Monsieur Georges Bidault
Ministre des Affaires Étrangères, Paris

A.S. Les Soviets et la question des Nationalités en Europe Centrale
Transylvanie

Le nouveau Ministre de l’Intérieur de Roumanie, M. Pennesco, a déclaré que l’administration roumaine n’avait été rétablie que dans cinq ou six districts de la Transylvanie du Nord.

L’autorité militaire Soviétique continue à s’exercer dans les autres districts, en particulier dans ceux où l’élément hongrois est particulièrement important. De source soviétique on assure que cette décision n’est pas uniquement inspirée par des motifs d’ordre militaire ou politique. Les Russes voudraient mettre en pratique, à l’égard des nationalités diverses dans les pays de l’Europe Centrale et Orientale qu’ils occupent, les méthodes qui leur ont valu, à l’intérieur de l’Union, des succès dont ils sont très fiers. Il s’agit en particulier d’éviter dans la vie quotidienne locale, tout ce qui peut dresser les uns contre les autres des éléments d’origine différente, et donner ainsi prise aux agitateurs venus de l’extérieur.

Le même Ministre de l’Intérieur roumain a, d’autre part, déclaré que „les questions concernant l’origine ethnique des citoyens ne l’intéressaient pas”. Les éléments hongrois, a-t-il spécifié, ne seraient l’objet d’aucune mesure de coercition et ne seraient privés d’aucune liberté, sauf s’ils avaient manifesté une activité profasciste ou prohitlérienne. Il a cependant ajouté que si larges que soient ses vues dans la question des langues, il lui paraissait nécessaire, dans l’intérêt supérieur de l’État, que la langue officielle pour toute la Transylvanie soit la langue roumaine.

[Indéchiffrable]

*(Ministère des Affaires Étrangères. Paris, Série Z Europe 1944-1949.
Roumanie, vol. 24, f.8-9)*

4

Télégramme adressé par Monsieur Sarret
Représentant provisoirement les intérêts français en Roumanie
À Monsieur le Ministre des Affaires Étrangères à Paris

No. 76 du 23 novembre 1944.

Depuis quelques jours Monsieur Vychinsky est à Bucarest. Le séjour prolongé d'un personnage aussi considérable n'a pas été sans développer au début un certain optimisme. Ses attitudes courtoises, ses félicitations au roi pour la libération de la Transylvanie du Nord, les toasts échangés à l'occasion d'un déjeuner offert en son honneur, la publication d'un communiqué, que l'on croyait à tort de source russe, et concernant la non arrestation de tous les ministres du précédent régime, justifiaient dans une certaine mesure ce changement de l'opinion.

Mais en réalité aucun rapprochement sérieux ne s'est produit. La méfiance subsiste des deux côtés et les personnalités roumaines informées reviennent au pessimisme dont faisaient part mes télégrammes antérieurs.

Le Gouvernement roumain n'a pas été sans commettre quelques fautes.

C'est avec retard qu'il a accepté la démission de Monsieur Christu personnellement pris à partie par le Général Vinogradov (mon télégramme du 6 novembre).

Sans doute le président de la commission d'armistice roumain a-t-il été remplacé par mon ami Monsieur Savel Rădulescu.

C'est un choix excellent à tous les points de vue et que les autorités russes ne peuvent qu'approuver, puisqu'il s'agit du collaborateur le plus intime de Titulescu, de l'élément le plus représentatif dans le parti traditionnel de la tendance favorable à une collaboration sincère avec la Russie.

Mais c'est contraint et forcé que Monsieur Savel Rădulescu a accepté les lourdes responsabilités de sa nouvelle charge. Quelques jours ont été perdus de ce fait et Monsieur Vychinsky en a témoigné de l'irritation.

Le Gouvernement roumain ne s'est engagé que timidement et comme à regret dans la voie de l'épuration.

Les Russes s'étonnent que tant de gens de l'ancien régime aient conservé leurs posts et ils semblent attacher à cette question plus d'importance qu'à toute autre.

Les administrateurs, envoyés dans les départements de la Transylvanie du Nord libérés par les victoires, d'ailleurs très coûteuses en vies humaines des troupes roumaines et russes, et les forces de volontaires

qui les accompagnaient ont répondu aux excès hongrois par des excès parallèles, d'où le désarmement de ces forces et le renvoi assez brutal des fonctionnaires en question.

Il semble que les partis traditionnels n'aient pas compris qu'une conception nouvelle s'imposait dans leurs rapports avec les minorités.

Les Hongrois profitent habilement du conflit pour essayer de regagner le terrain perdu.

La situation n'est pas plus claire en Moldavie.

Les premiers échelons administratifs envoyés dans cette province ont été mis dans l'impossibilité de poursuivre leur voyage.

De nouveaux échelons partiront sous peu, mais il est douteux que les autorités russes qui ont favorisé l'installation de préfets, de maires etc. à tendance communiste laissent pénétrer tous les fonctionnaires envoyés par l'administration centrale.

Aucune solution satisfaisante pour les Roumains ne paraît avoir été donnée d'autre part, malgré l'examen qui en a été fait par Monsieur Vychinsky à des questions aussi importantes que celles reprises des activités industrielles.

Les quantités de marchandises que doit livrer la Roumanie au titre des réparations seraient calculées en fonction des prix en vigueur en 1938 ce qui, aux dires des Roumains, aurait pour effet de majorer les livraisons de façon considérable et artificielle.

Enfin, Monsieur Vychinsky exige que trois divisions nouvelles soient logées dans la banlieue de Bucarest, de Ploëști et dans la région industrielle de Petroșani.

On se demande, non sans inquiétude, ce que cache cette nouvelle prétention.

Ne se sentant pas soutenus par l'Angleterre et par l'Amérique, certains membres du Gouvernement roumain, dans leur désarroi, en arrivent à penser que, seul, le Gouvernement Français pourra, dans quelques mois, exercer une certaine action en faveur de leur pays et c'est une raison de plus qui leur fait enregistrer avec joie les phases rapides de notre redressement.

On espère même dans certains milieux que le Général de Gaulle pour se rendre en Russie s'arrêtera un instant dans la capitale roumaine où un accueil extraordinairement enthousiaste lui serait sans doute réservé.

J'ai dû laisser entendre qu'il y avait infiniment peu de chance pour qu'il en soit ainsi.

Monsieur Vychinsky m'a invité à le visiter le 24 novembre. Je ne manquerai pas de me rendre à son invitation.

(Ministère des Affaires Étrangères. Paris, Série Z Europe 1944-1949. Roumanie, vol. 26, f.19-20)

5

Télégramme adressé par Monsieur Sarret
Représentant provisoirement les intérêts français en Roumanie
À Monsieur le Ministre des Affaires Étrangères à Paris

No. 77 du 25 novembre 1944.

1) La tension entre les Russes et les Roumains ne fait que s'accroître. Telle est l'impression générale que confirment les entretiens que je viens d'avoir avec le Ministre des Affaires Étrangères M. Vișoianu et le président de la Commission roumaine d'armistice, M. Savel Rădulescu.

Monsieur Vychinsky a notamment sommé cette commission d'avoir à accepter dans un délai très court le plan établi par ses services qui échelonnent sur une durée de six ans la livraison des marchandises que la Roumanie doit livrer au titre de réparations à compte de 300 millions de dollars. Les prix de ces marchandises seront ceux de 1938. Dans ces livraisons ne sont compris ni les prélèvements faits par les troupes russes ni les tubes de forages dont quelques centaines de wagons conservés comme trophée de guerre ont pris le chemin de la Russie.

Les exigences, le trouble qui existe dans de nombreuses entreprises dont les directeurs sont chassés pour être remplacés par un personnel ayant la confiance des ouvriers, l'impossibilité d'une action gouvernementale en Moldavie, en Transylvanie du Nord et même en Dobroudja où des administrations à tendances communistes ont été introduites, ont amené Maniu à réviser son attitude. Le chef du Parti National Pay-san pencherait personnellement pour une renonciation au bénéfice de la convention d'armistice mais ses partisans ne veulent pas pousser les choses à l'extrême. La plupart d'entre eux estiment qu'il serait suffisant de retirer la participation des partis traditionnels au gouvernement en laissant la responsabilité de la situation aux partis d'extrême gauche et notamment au parti communiste qui, bien qu'appuyé par les Russes, ne dispose pas de forces importantes dans le pays. Le parti socialiste, je le tiens de son chef avec lequel j'entretiens d'amicales relations, envisage l'avenir avec inquiétude. Seuls les communistes apprécient la situation ainsi que me l'a exposé un des chefs les plus respectés de ce parti.

2) Si l'inquiétude grandit chez les Roumains, à l'exception de la minorité à tendance communiste, il apparaît par contre difficile de fixer l'attitude des Russes.

Au cours de l'entretien cordial que m'a réservé Vychinsky, adjoint aux Affaires Étrangères développant le point de vue de nombreuses personnalités civiles ou militaires russes avec lesquelles je suis en contact,

a affirmé la nécessité d'une coopération étroite de la France et de la Russie au lendemain de la guerre. Mais sur les problèmes roumains, il est resté muet. Il a seulement précisé le sens de sa mission et il s'est plaint des lenteurs de ses interlocuteurs qui, contre son désir, prolongent son séjour à Bucarest.

J'ai obtenu de Monsieur Vychinsky la promesse de régler d'urgence le cas de notre consul à Cluj, Monsieur Claudon, détenu depuis plus d'un mois au Consulat sous une garde sévère avec sa femme, ses 4 enfants et quelques français.

3) J'avais visité le 24 novembre l'amiral Bogdenco qui, avec le général Vinogradov, dirige la commission inter-alliée de contrôle en vue d'établir les conditions dans lesquelles les bateaux de la Société Française de Navigation Danubienne seront utilisés sur le Danube. Contrairement aux promesses précédemment communiquées, les Russes ne mettront pas à notre disposition les bateaux battant pavillon français.

Appliquant à la lettre les dispositions de l'article 9 de la Convention d'armistice, ils les exploitent eux-mêmes.

Mais des actes seront échangés au sujet de la prise en charge de ces bateaux cependant que le paiement des équipages et des frais divers restera à la charge des armées russes.

Sur toutes les questions secondaires l'amiral Bogdenco m'a donné des réponses satisfaisantes.

(Ministère des Affaires Étrangères. Paris, Série Z Europe 1944-1949. Roumanie, vol. 26, f.21-22)

6

PRÉSIDENCE
du
GOUVERNEMENT PROVISoire
de la
RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

Secret
Paris, le 26 novembre 1944

Dir. No. 843/CAB
(à rappeler)

TÉLÉGRAMME DÉMARQUÉ

Nous recevons de notre chef de poste, le télégramme suivant, caractère très confidentiel:

„Le 24 novembre, on signale une tension sérieuse entre l'URSS et le gouvernement roumain. Vychinsky a mis en demeure le gouvernement roumain de commencer l'exécution des stipulations de l'armistice avant le 27 novembre. Dans le cas contraire, l'URSS se considèrerait comme puissance occupante, et non plus comme puissance alliée de la Roumanie”.

P.O. Le Lt-Colonel Semidei (Servais)
Directeur du Cabinet

Destinataire:
Monsieur Chauvel
(Ministère des Affaires Étrangères)

(Ministère des Affaires Étrangères. Paris, Série Z Europe 1944-1949. Roumanie, vol. 26, f.23)

AMBASSADE DE FRANCE EN TURQUIE

Ankara, le 2 décembre 1944

No. 455/P.C.

M. Tarbé de Saint-Hardouin – Ministre Plénipotentiaire – Délégué en Turquie du Gouvernement Provisoire de la République française à Son Excellence Monsieur Georges Bidault, Ministre des Affaires Étrangères, Paris.

La Roumanie et l'URSS

Le Ministre de Roumanie à Ankara dont les sentiments pro-alliés ainsi que la largeur de vues me paraissent absolument certains et qui a joué dans la préparation du retournement politique de son pays le rôle indiqué par ma dépêche No. 360 du 11 septembre dernier, cache mal, depuis quelque temps, les appréhensions qu'il commence à concevoir en face de l'attitude des autorités soviétiques en Roumanie.

M. Cretzianu ne blâme nullement le comportement de l'Armée Rouge qui est aussi correct qu'il est possible de l'être dans un pays qui, de son propre aveu „a commis la faute impardonnable de conduire la guerre jusqu'à Stalingrad. Nous avons de la chance, ajoute-t-il, de ne pas avoir à faire à des Australiens!”

M. Cretzianu par contre s'inquiète de la politique à plus longue échéance de l'URSS à l'égard de son pays. Il remarque que les autorités soviétiques non seulement n'ont pas rendu aux autorités roumaines l'administration de la Transylvanie du Nord, mais continuent même à administrer, malgré les termes de l'armistice, la province de Moldavie. De plus les Russes ont changé l'écartement des voies ferrées venant de l'URSS jusqu'aux gisements pétrolifères de Ploesti, si bien qu'à l'heure actuelle les communications sont faciles entre cette dernière ville et Bucarest.

De plus le maréchal Malinovski, commandant des forces soviétique en Roumanie, a refusé jusqu'à présent de prendre contact avec le roi Michel. Il est vrai que le Commissaire Adjoint des Affaires Étrangères de l'URSS, M Vychinsky, se trouve actuellement à Bucarest et a accepté de déjeuner avec le roi. Mais dans des messages radiodiffusés du 28 novembre, M. Vychinsky et le général Vinogradov, représentant de l'URSS à la Commission d'Armistice, ont l'un et l'autre déclaré aux représentants syndicalistes roumains que leur premier devoir était de chasser, à l'intérieur du pays, les „hitlériens-roumains” qui y étaient encore si

nombreux. Enfin, M. Cretzianu a reçu de son gouvernement, comme je l'ai déjà indiqué, l'ordre de ne plus délivrer de visas d'entrée aux journalistes alliés, sans l'autorisation de la Commission d'armistice soviétique.

Devant ces mesures russes qui cachent une profonde méfiance à l'égard du gouvernement roumain, M. Cretzianu reconnaît sans peine que tous les torts ne sont pas du seul côté soviétique. Le premier gouvernement Sănătescu du 23 août a été d'une coupable faiblesse à l'égard des collaborationnistes roumains. Il n'a pas procédé à temps aux mesures indispensables et en particulier au rapatriement vers l'URSS des installations industrielles démenagées par l'Armée roumaine dans sa marche vers Stalingrad. Ceci dit, il semble que les Russes se servent de prétextes assez plausibles pour écarter progressivement tous ceux qui ont opéré auprès du roi Michel la volte-face de la nuit du 23 août. D'après le dire des journalistes anglais et américains qui reviennent de Roumanie, le peuple roumain dans son immense majorité voterait, dans les élections libres, pour le Parti National Paysan et pour M. Maniu, mais les Russes paraissent avoir d'autres idées qu'ils se gardent encore de révéler trop clairement.

Certains témoins se demandent si, systématiquement, comme ils l'ont fait dans les pays baltes et comme les allemands l'ont fait en Pologne, ils ne cherchent pas, par des procédés certes moins brutaux et en tous cas à une plus lente cadence, à priver, peu à peu, le peuple roumain de tout ce qui constituait l'élite de la nation et à l'obliger ainsi à chercher des guides et des administrateurs que seule la Russie serait en état de fournir.

Ces propos pessimistes d'un homme aussi modéré et aussi loyal dans ses jugements que le Ministre de Roumanie à Ankara sont à rapprocher des indications du rapport transmis par ma dépêche No. 443 du 20 novembre. M. Cretzianu convient d'ailleurs qu'il manque de moyens de liaison sûrs avec le pays et doit attendre le retour de son premier secrétaire qu'il a envoyé prendre contact à Bucarest, pour pouvoir se faire une idée plus exacte de la situation.

(Ministère des Affaires Étrangères. Paris, Série Z Europe 1944-1949. Roumanie, vol. 26, f.24-27)

8

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
LIBERTÉ—ÉGALITÉ—FRATERNITÉ

PRÉSIDENTE
du
GOUVERNEMENT PROVISOIRE

DIRECTION GÉNÉRALE
des
ÉTUDES & RECHERCHES

Très Secret
Cl. 11 Déc 1944

No.101
(à rappeler)

NOTE

A.S. des relations soviéto-roumaines.

Une détente très nette dans les relations russo-roumaines se manifeste depuis la formation du nouveau Gouvernement.

Avant son départ pour Moscou le 8 décembre, M. Vychinsky a réuni les membres du Gouvernement, les chefs des missions anglaise et américaine, les représentants de l'armée et le représentant provisoire des intérêts français à Bucarest.

Au cours de cette réunion, M. Vychinsky a affirmé sur le ton le plus optimiste que son séjour en Roumanie avait été fructueux et qu'il partait satisfait.

Il a informé M. Sarret qu'ordre avait été donné de libérer immédiatement M. Claudon, notre consul à Cluj, ainsi que sa famille et le professeur Regnier.

Enfin, les autorités soviétiques auraient prescrite le rétablissement de l'écartement normal des voies ferrées roumaines en Moldavie, où la voie ferrée à écartement russe avait été introduite.

Destinataires:

M. le Général de Gaulle.

M. le Ministre des Affaires Étrang.

M. le Général d'Armée, Chef d'Emgdn.

Archives.

(Ministère des Affaires Étrangères. Paris, Série Z Europe 1944-1949. Roumanie, vol. 26, f.32)

9

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
LIBERTÉ-ÉGALITÉ-FRATERNITÉ

PRÉSIDENTCE
du
GOUVERNEMENT PROVISOIRE

DIRECTION GÉNÉRALE
des
ÉTUDES & RECHERCHES

Paris, le 14 Décembre 1944

1^{ère} Direction
Référence à rappeler 102/1025

TÉLÉGRAMME DÉMARQUÉ

Notre chef de poste de Bucarest nous transmet les informations suivantes, de nature très confidentielle (à ne pas communiquer aux Alliés):

Depuis la formation du nouveau gouvernement roumain, on constate une détente très nette dans les rapports russo-roumains. Vychinsky est parti pour Moscou dans la journée du 8 décembre; il a reçu avant son départ les nouveaux Ministres ainsi que les chefs des missions anglaise et américaine, plusieurs généraux roumains et les représentants provisoires du Gouvernement Provisoire de la République Française à Bucarest. Au cours de cette conversation, il a renouvelé les propos optimistes tenus déjà il y a deux jours, et a affirmé qu'il paraît satisfait de son séjour en Roumanie, qu'il considèrerait comme ayant été très utile.

Vychinsky a assuré à Sarret qu'il avait donné les ordres nécessaires à la libération immédiate de Claudon, notre consul à Cluj, ainsi qu'à celle de sa femme, de ses enfants et du professeur Regnier.

Les autorités militaires soviétiques viennent d'inviter le Ministère roumain des communications à rétablir l'écartement ferroviaire européen en Moldavie où l'écartement russe avait été introduit au moment de l'avance de l'Armée Rouge.

P.O. le Directeur du Cabinet
Lt-Colonel Semidei (Servais)

Destinataires:

G.D.W.

Monsieur Palevski

Monsieur Chauvel

(Ministère des Affaires Étrangères. Paris, Série Z Europe 1944-1949. Roumanie, vol. 26, f.33)

AFFAIRES ÉTRANGERES

Exemplaire No. 2

TÉLÉGRAMME EN CLAIR À L'ARRIVÉE

Origine: Bucarest, le 14 mars 1945

Reçu, le 29 mars à 18 h 00

No. 155

Aucune délégation, aucun journaliste anglais ou américain n'ont participé aux fêtes qui se sont déroulées hier à Cluj en la présence du roi.

Les missions américaine et anglaise de Bucarest ont voulu ainsi manifester leur mécontentement de la formation du Cabinet Groza, dans des conditions différentes de celles arrêtées à Yalta. Plusieurs membres de l'opposition ont regretté cet abandon.

Ils estiment que l'action anglaise ou américaine pourrait se manifester plus utilement à Moscou.

En s'abstenant de venir à Cluj, les Alliés ne paraissent-ils pas ne pas reconnaître la réintégration de la Transylvanie du Nord? Les manifestations de Cluj se sont ressenties d'une organisation trop rapide.

Les campagnes des environs, où l'influence des nationaux-paysans est considérable, ont envoyé très peu de monde. Aussi le défilé a-t-il groupé principalement des éléments hongrois urbains qui répondant à un mot d'ordre ont acclamé le Président du Conseil sans s'inquiéter de la présence du roi.

De mon côté, j'ai manifesté un certain mécontentement. Dans la ville, larges pavoisements, aucun drapeau français. Dans la presse, dans les discours, aucune allusion au rôle joué par la France en 1919.

Les autres représentants étrangers n'ayant pas été invités, il eût été facile de nous éviter une constatation aussi regrettable.

Sarret

(Ministère des Affaires Étrangères. Paris, Série Z Europe 1944-1949. Roumanie, vol. 24, f.21)

11

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

Mission Française auprès
des Gouvernements Alliés
établis à Londres

3. Carlton Gardens S.W. 1
Whitehall 5444

Londres, le 14 mars 1945

Affaires Politiques
(Europe)

Le chargé d'Affaires auprès des gouvernements alliés établis à Londres

À Son Excellence Monsieur Georges Bidault, Ministre des Affaires Étrangères, Paris

A.S.

La Transylvanie du Nord sous l'administration roumaine;
Réaction des milieux hongrois de Londres.

Le rétablissement par les Soviets de l'administration roumaine en Transylvanie du Nord, n'a pas causé, dans les milieux hongrois de Londres, une impression trop défavorable. On rappelle que cette mesure avait été prévue par la convention d'armistice avec la Roumanie, et on se félicite qu'elle ait été subordonnée à la condition expresse que les droits des nationalités seraient respectés par celle-ci.

C'est en effet ce qui ressort de l'échange de lettres entre le Président du Conseil roumain, M. Groza, et le Maréchal Staline, dont le Département voudra bien trouver ci-joint la traduction. On n'est pas fâché des allusions qui sont faites dans les commentaires de presse et de radio soviétique et roumain aux persécutions dont les Hongrois ont été l'objet dans un passé récent. L'article de la „Pravda” (annexe 3) n'est qu'un exemple de ces derniers. On souligne, en outre, que si la décision du Kremlin place, pour les négociations de paix, la Roumanie dans une position plus favorable que la Hongrie, elle ne ferme pas néanmoins la porte laissée entrouverte par l'armistice roumain à certains remaniements territoriaux qui pourraient être adoptés en faveur de celle-ci lors du règlement final (Tél. No. 1433 de M. Massigli en date du 13 mars 1945).

Sans vouloir porter de jugement sur le Gouvernement Groza lui-même, on considère dans les mêmes milieux que, du point de vue de la minorité hongroise de Transylvanie, le changement de direction, survenu récemment à Bucarest, constitue une garantie sérieuse. En effet, au

sein du „Front des Laboureurs”, dirigé par l’actuel Premier Ministre roumain, une collaboration réelle se serait établie pendant les derniers mois entre Roumains et Hongrois. M. Groza aurait toujours attribué la mésentente entre les nations roumaine et hongroise à l’attitude du personnel politique de Bucarest. Il aurait répudié le „nationalisme intransigeant” du parti Maniu et son attitude à l’égard des Hongrois n’aurait pas été l’une des moindres causes de son désaccord avec ce dernier.

D’un autre côté, d’après plusieurs rapports concordants, il semble bien que les Hongrois de Transylvanie aient adhéré dans les villes en grand nombre au parti communiste, qui se placerait également au-dessus des différences de nationalité.

Enfin et surtout, les Hongrois de Grande-Bretagne sont favorablement impressionnés par le souci qu’ont eu les Soviets de préserver les droits de leurs compatriotes en Transylvanie. Comparé avec les mesures prises à l’égard de la minorité allemande, en particulier les déportations, cette attitude leur paraît confirmer le fait que les Soviets entendent laisser à la nation hongroise de véritables possibilités d’existence et ne cherchent pas à l’assimiler à la nation allemande. Il est intéressant à cet égard de rappeler que ce serait sous la pression des autorités soviétiques que le Gouvernement du Général Rădescu aurait consenti à ouvrir à Cluj, à côté de l’Université roumaine, une université hongroise. Cette mesure satisfaisait l’une des revendications les plus chères de la minorité magyare. Elle s’était heurtée à l’opposition de tous les gouvernements roumains qui s’étaient succédés depuis l’incorporation de la Transylvanie après la dernière guerre.

(Ministère des Affaires Étrangères. Paris, Série Z Europe 1944-1949. Roumanie, vol. 24, f.23-25)

12

AFFAIRES ÉTRANGÈRES

Exemplaire No. 2

TÉLÉGRAMME EN CLAIR À L'ARRIVÉE

Origine: Bucarest, le 26 mars 1945

Reçu, le 4 avril 1945 à 11 h 00. Reçu par courrier

No. 159

1) La propagande en faveur de l’URSS se poursuit ici avec une intensité grandissante. Elle est exclusivement menée par une association roumaine, l’ARLUS, qui groupe de nombreuses personnalités de gauche et qui dispose de moyens d’action considérables. Les Russes lui accordent

leur plus entier concours qu'il s'agisse de réceptions, de conférences, d'expositions souvent médiocres ou de manifestations artistiques. D'importantes œuvres musicales ont été interprétées par la Philharmonique de Bucarest. Des artistes de très grand talent: David-Oïstrah, Lev Oborin etc. ont prêté leur concours. Des pièces de théâtre ont été jouées. Les ensembles du 2^{ème} Front Ukrainien ont donné des spectacles pleins de verve et d'agrément. Le tout est furieusement applaudi. L'enthousiasme des Roumains ne connaît plus de bornes.

Cependant les conditions de vie deviennent de plus en plus difficiles et tandis que l'on vante à l'extrême la générosité de l'URSS, on se refuse à voir que les principales difficultés viennent du fait que les autorités russes utilisent les ressources roumaines à un degré beaucoup plus poussé que les Allemands n'ont pu ou n'ont voulu le faire. S'il n'était question que des réparations exigées par la Convention d'Armistice et précisées par l'accord du 16 janvier, les choses iraient à peu près. Mais les prélèvements en faveur du 2^{ème} front ukrainien, l'affection de la presque totalité des moyens de transport aux besoins de l'armée russe, les réquisitions d'immeubles, d'automobiles, etc. font sur le plan matériel regretter ce qu'était la Roumanie du temps de l'occupation allemande. Nombreuses sont les industries dont les conditions d'existence sont de plus en plus précaires. Plusieurs grandes industries françaises envisagent le proche avenir avec de sérieuses inquiétudes.

Le partage des terres se poursuit conformément aux dispositions de la nouvelle loi agraire dont le principe n'est pas l'expropriation mais bien la confiscation des terres. Il faut en attendre un déficit des récoltes à venir et de graves mécontentements même dans les masses paysannes. M. Tătărescu, qui affirmait avec force le samedi 24 mars qu'il quitterait le Ministère plutôt que d'accepter le principe de la confiscation, vient de déclarer publiquement qu'il approuvait la loi et que les réserves faites par son Parti au Conseil des Ministres lors de sa discussion, loin d'affaiblir le gouvernement, en renforcent l'unité.

Sous-production agricole, sous-production industrielle, insuffisance des transports, mauvaise répartition des vivres, hausse verticale du prix de la vie, hausse parallèle des salaires toujours en retard, déficit budgétaire, désordre administratif, tout cela ne constitue pas des signes trop encourageants pour le proche avenir.

Dans certains milieux roumains ou étrangers on estime que le terme de l'évolution sera l'absorption déguisée ou formelle de la Roumanie par la Russie.

Mais cette absorption est-elle nécessaire? La porte désignait autrefois les princes régnants. Ne suffit-il pas à la Russie de choisir des Ministres à sa dévotion?

Le Président du Conseil n'en reste pas moins plein d'optimisme. Il croit dominer la situation. Au cours d'un récent entretien il n'hésitait pas à déclarer „qu'il n'était pas Kerensky et que les autres n'étaient pas Lénine”.

On peut se demander d'ailleurs si en cas d'absorption la Roumanie ne mériterait pas quelque peu son sort. Incapable sous l'occupation allemande d'une résistance autre qu'une résistance passive dont l'efficacité fut d'ailleurs réelle, elle est à genoux devant son vainqueur. Plus ce dernier se montre exigeant et plus les classes dirigeantes paraissent vivre dans l'extase. Telle est du moins l'impression qu'on ressent en assistant aux manifestations où le nom de Staline est acclamé frénétiquement par des gens qui oublient même de donner une pensée aux nations qui, comme la France, ont avec désintéressement favorisé la création de l'indépendance roumaine.

Les Roumains qui ont d'autres conceptions et notamment les chefs des „partis historiques” dont les liens avec la France ont été si étroits entre les deux guerres, sont de plus en plus impuissants. Tout signe d'indépendance trop marqué les écarterait des postes qu'ils occupent encore, les ferait rejeter dans le clan des „fascistes” qu'il faut abattre.

2) Cependant les milieux officiels pourraient, je crois, sans mécontenter les Russes, montrer moins de servilité, se souvenir un peu plus du grand rôle joué par la France dans ce pays. À côté de l'ARLUS, l'association la plus vivante est celle des „Amis de la France” qui, en collaboration avec l'Institut Français des Hautes Études, organise des auditions musicales, des conférences, etc. suivies par un public nombreux et fidèle parmi lequel on remarque fréquemment de hauts fonctionnaires et des officiers russes.

Il faut d'ailleurs reconnaître la correction des autorités russes à notre endroit. Sans doute d'assez nombreuses automobiles appartenant à des ressortissants français ont-elles été prises sans formalités, sans doute des excès ont-ils été commis au premier rang desquels figure le fait que les évadés arrivés de Hongrie ont été soulagés de leurs bagages et de leurs montres. Mais il n'en demeure pas moins que nos compatriotes n'étaient sérieusement menacés ni dans leurs activités ni dans leur vie. À titre exceptionnel ils ont pu conserver radios et armes de chasse. Aucun d'entre eux n'a été expulsé de son appartement. Nous avons gardé la propriété des entreprises à intérêts français. Nous sommes même en mesure de récupérer la participation appartenant à des groupes allemands pendant la guerre. La rigueur des réglementations russes a été quelque peu assouplie en ce qui nous concerne. Nous avons enregistré des gestes d'amitié bien qu'une extrême méfiance reste à la base de toute l'action russe.

On peut donc espérer que la prochaine capitulation de l'Allemagne en allégeant les charges de la Roumanie vis-à-vis de l'occupant permettra

à nos compatriotes et aux entreprises à intérêts français d'attendre sans trop de dommages une époque plus favorable au développement de leur activité. (À suivre)

Sarret

(Ministère des Affaires Étrangères. Paris, Série Z Europe 1944-1949. Roumanie, vol. 27, f.81-86)

13

17 avril 1945
EUROPE

SECRET

NOTE POUR LE MINISTRE

Depuis l'armistice imposé le 12 septembre 1944 à la Roumanie, la pression de Moscou sur le gouvernement de Bucarest est allée sans cesse en s'accroissant. Cet armistice comportait des conditions sévères: perte de la Bessarabie et de la plus grande partie de la Bukovine, indemnité de guerre et surtout obligation de fournir sans limitation précise à l'Armée Rouge tout ce qu'elle estimerait nécessaire pour ses besoins. En échange, il est vrai, la Roumanie recevait la promesse formelle de se voir restituer la Transylvanie du Nord.

Cette Convention était, malgré tout, relativement favorable aux Roumains. Mais l'euphorie dura peu. Il s'avéra rapidement que Russes et Roumains ne parlaient pas le même langage. Les Soviétiques se méfiaient visiblement des milieux roumains et faisaient agir contre eux les éléments d'extrême-gauche appartenant aux deux grands partis dirigés par MM. Maniu et Brătianu. La Commission de Contrôle Interalliée, présidée par le Général Vinogradov, élevait dès la fin octobre une très vive protestation contre l'insuffisante application par les Roumains des clauses de l'armistice. Les membres de la Commission roumaine chargée d'appliquer la Convention protestaient et démissionnaient en bloc.

La situation devenait de jour en jour plus instable et les gouvernements se succédaient rapidement jusqu'à la formation du gouvernement Rădescu. Une période de détente intervenait alors. M. Vychinsky accueillait avec cordialité le nouveau chef du gouvernement et le parti communiste paraissait orienter son action vers une collaboration plus sincère avec les partis à tendance bourgeoise associés avec lui à l'action gouvernementale. La trêve dura du mois de novembre 1944 à fin janvier 1945. Le Front National Démocratique la dénonçait alors en publique,

par une proclamation dans laquelle il critiquait vivement le Parti Libéral et le Parti National Paysan et réclamait le pouvoir pour lui seul.

Sur ces entrefaites, on apprenait à Bucarest les résultats de la Conférence de Yalta.

En dépit de ses efforts, le général Rădescu n'arrivait pas à obtenir un apaisement des esprits. Des incidents survenaient à l'occasion du partage de certaines propriétés effectués directement par les paysans et des rixes sanglantes avaient lieu dans des usines des environs de Bucarest.

Le 24 février dernier, une manifestation importante était organisée par les partis de gauche qui réclamaient la constitution d'un cabinet purement Front National Démocratique. Des coups de feu furent tirés sur les manifestants et firent un certain nombre de victimes. M. Vychinsky exigea la démission du général Rădescu, accusé d'activité fasciste et la formation d'un nouveau cabinet nettement axé à gauche. Le Prince Stirbey, d'abord appelé par le roi, échoua dans sa mission. M. Vychinsky imposa alors au souverain, M. Groza, journaliste transylvanien et chef d'un parti sans effectifs.

Dans la nouvelle équipe gouvernementale les communistes détiennent les portefeuilles de l'Intérieur, de la Justice, des Communications, des Travaux Publics et de la Propagande. M. Tătărescu, Ministre des Affaires Étrangères, n'aurait été admis que parce qu'étant Premier Ministre en juillet 1940, il avait péniblement pris l'initiative de renoncer à la garantie franco-anglaise.

Tous ces faits ne pouvaient évidemment que mécontenter vivement Londres et Washington.

Le représentant diplomatique anglais à Bucarest accorda asile au Général Rădescu et répondit aux Russes qui manifestaient une vive colère que, s'ils voulaient s'emparer de la personne de l'ancien Premier Ministre, la force serait opposée à la force.

Les missions américaine et britannique refusèrent d'assister aux fêtes qui se déroulèrent à Cluj le 13 mars en présence du roi.

Le gouvernement britannique se plaignit de n'avoir pas été informé des raisons de l'intervention russe qui avait amené la crise gouvernementale. M. Massigli signalait qu'à la date du 13 mars, la Commission de Contrôle interalliée à Bucarest ne s'était pas réunie depuis trois semaines et que les membres anglais et américains de cette Commission avaient été systématiquement tenus à l'écart par la puissance occupante.

Les milieux anglo-saxons relevèrent également l'interdiction qui fut faite à la presse roumaine de commenter la situation politique et ne cachèrent pas leur déception de la non application des accords de Yalta.

Ceux-ci stipulaient en effet que: „les trois gouvernements assisteront conjointement les peuples de tout État libéré de l'Europe ou tout État

européen ancien satellite de l'Axe, chaque fois qu'ils estimeront que la situation l'exige. Cette aide consiste à créer les conditions de la paix et à prendre les mesures d'urgence destinées à secourir les peuples en détresse; constituer des autorités gouvernementales provisoires largement représentatives de tous les éléments démocratiques de ces populations. . . ”

Il est de fait que les stipulations des accords de Yalta n'ont pas été appliquées en Roumanie. Le nouveau gouvernement de Bucarest n'est pas représentatif de tous les partis roumains. Les chefs des „partis historiques” sont de plus en plus impuissants et il est certain que tout signe d'indépendance les ferait rejeter dans le clan des „fascistes” à abattre.

M. Vychinsky n'a pas caché d'ailleurs, dans un discours qu'il a prononcé au mois de mars dernier, à Bucarest, que le gouvernement de Moscou ne reconnaîtrait comme partis démocratiques pour l'application des accords de Yalta que les partis adhérents au Front National Démocratique et qu'il n'hésiterait pas éventuellement à briser les autres.

La propagande en faveur de l'URSS se poursuit avec une intensité grandissante. À l'égard de cette puissance, tous les milieux roumains, à peu d'exception près, font preuve de la plus grande servilité. M. Tătărescu a du reste déclaré à notre Représentant à Bucarest que la Roumanie „doit admettre comme une réalité la position dominante de la Russie et qu'elle ne peut améliorer sa situation, recouvrer progressivement sa souveraineté, qu'en pratiquant une politique de collaboration loyale”. Il a ajouté que le Gouvernement roumain est prêt à signer avec la Russie un pacte d'assistance analogue à celui qui a été récemment conclu entre la France et l'URSS.

Le Président du Conseil resterait cependant plein d'optimisme et aurait affirmé à M. Sarret „qu'il n'était pas Kerensky et que les autres n'étaient pas Lénine”.

(Ministère des Affaires Étrangères. Paris, Série Z Europe 1944-1949. Roumanie, vol. 26, f.89-93)

TÉLÉGRAMME EN CLAIR À L'ARRIVÉE

Origine: Bucarest, le 19 mai 1945

Reçu par courrier, le 14 juin à 11h 45

No. 7

Relations roumano-russes.

La délégation roumaine envoyée à Moscou le mois dernier sous la direction du Ministre des Finances vient de rentrer à Bucarest.

On a conclu à Moscou certains conventions commerciales qui assurent à la Roumanie de la part de la Russie des envois de coton, de fonte, d'acier, de matières premières pour permettre aux différentes industries roumaines de tourner; en retour la Roumanie livrera à la Russie des articles manufacturés, du bois, du carton goudronné, du pétrole etc. Les prix pratiqués sont ceux du marché mondial. Le principal article dont l'importation est prévu par cette convention est le coton brut, il est question d'en fournir à la Roumanie 40.000 tonnes; la moitié des fils produits sera vendue à la Russie.

Il n'est pas question, assure le Ministre de l'Économie nationale, de monopole commercial ... les Auschnitt et autres Xenopol en seront déçus.

En outre, mais ceci reste encore confidentiel, il serait question que les Russes développent leurs affaires en Roumanie en prenant le contrôle d'une banque (on aurait à Moscou parlé de la Banque de Crédit Roumain, dont Durma qui en est le premier directeur sait mieux que quiconque qu'elle est en triste posture et accueillerait volontiers un cours d'où qu'il vienne) et aussi d'une grande société de pétrole (on aurait parlé du Crédit Minier puis sur le refus des Roumains sur ce point, on aurait envisagé une combinaison où l'État roumain apporterait les redevances qu'il touche de la part des sociétés privées).

Il aurait été aussi question à Moscou de facilités commerciales à accorder à la Roumanie, mais seulement dans ses relations avec les pays soumis à la tutelle russe, Bulgarie, Yougoslavie, Pologne, Hongrie, Pays Baltes et Finlande. On voit par là la préfiguration de la zone de contrôle russe en Europe Orientale. On assurait, le 18 mai, que Vychinsky était arrivé à Bucarest. Entre autres questions dont il aurait à entretenir le gouvernement Groza figurait celle des frontières de la Ruthénie qui vient de proclamer son autonomie. On parlerait du rattachement à ladite du

Maramures roumain, cette région qui comprend notamment le bassin industriel de Ditia Mare est une des plus riches de la Transylvanie. Après cette amputation que resterait-il de substantiel dans le retour si chèrement payé de la Transylvanie du Nord à la Roumanie?

Du Nord de la Transylvanie, où les Ruthènes sont nombreux, M. Vychinsky ne manquera pas d'examiner la situation intérieure roumaine. Son évolution n'a pas suivi le cours qu'il souhaitait. Les personnalités informées sont unanimes à constater que les communistes ont perdu beaucoup de terrain dans les derniers temps, au profit, semble-t-il, des socialistes et des syndicalistes. Pour la Roumanie, le communisme c'est la Russie. Or, les Russes sont de moins en moins populaires, même et surtout peut être dans les milieux ouvriers. Les ponctions effectuées sur l'économie nationale, la hausse des prix, l'agitation bon enfant d'ailleurs dans les usines et dans la rue ont lassé beaucoup de gens. Par contre, la position de la couronne s'est affermie ainsi que l'a démontré la récente manifestation que j'ai signalée.

La cessation des hostilités n'a pas jusqu'à présent atténué les méfiances russes. La Roumanie est de plus en plus isolée du monde extérieur. Les liaisons télégraphiques avec la Suisse ont été supprimées, la circulation des personnes réduites au minimum. Les activités françaises continuent ainsi (?) à se développer assez normalement. La situation est satisfaisante pour nos établissements d'enseignement et notre mission universitaire.

(Ministère des Affaires Étrangères. Paris, Série Z Europe 1944-1949. Roumanie, vol. 26, f.97)

15

Le 6 septembre 1945

FRONTIÈRE ENTRE LA HONGRIE ET LA ROUMANIE

1) Données ethniques du problème transylvain

La superficie de la Transylvanie (y compris le Banat) dans les limites établies par le Traité de Trianon et maintenues jusqu'au 30 août 1940 s'élève à 102.787 kilomètres carrés et le nombre de ses habitants s'élevait, d'après le recensement roumain de 1930, à 5.548.363 âmes.

	Recensement hongrois de 1910	Recensement roumain de 1930
Roumains	2.830.040	3.207.880
Hongrois	1.664.296	1.353.276
Allemands	565.116	543.352
Divers	204.150	443.355
Total	5.263.602	5.548.863

Les Roumains constituent donc, sans conteste, la majorité de la population. Ils l'emportent dans 113 arrondissements de la Transylvanie sur 138 et dans 2.979 communes sur un total de 4.087.

Mais si les Roumains sont les plus nombreux, il est évident que, d'une façon générale, les Hongrois (et les Allemands) sont plus évolués. Les villes purement roumaines de Transylvanie ne sont que de grosses bourgades. Il y a, en revanche, de belles villes hongroises ou allemandes (Braşov, Sibiu, Cluj, Timişoara, Arad) dans lesquelles l'élément roumain prend d'ailleurs une place de plus en plus important.

Ce qui rend le problème transylvain si complexe, c'est le mélange quasi inextricable des nationalités. Le Traité de Trianon a donné à la Roumanie une large bande de territoire qui ne fait pas géographiquement partie de la Transylvanie, qui constitue la bordure orientale de la grande plaine hongroise, mais dont la population est en majorité roumaine (dans la proportion de 2 sur 3). Par contre, à l'extrémité Est de la Transylvanie, les trois départements de Trei Scaune, Odorhei et Ciuc forment un bloc à 100% hongrois. (La Transylvanie est divisée en 23 départements).

De plus, de nombreuses régions ont une population mixte, les villages ayant un quartier hongrois et un quartier roumain, avec leurs architectures différentes, leurs coutumes dissemblables.

2) Solutions possibles au problème transylvain

Diverses solutions peuvent être proposées au problème transylvain. Chacune d'entre elles doit être examinée avec le plus grand soin, car les raisons militant pour ou contre fourniront de précieux éléments pour la décision finale à prendre:

A) Solution radicale roumaine.

S'ils sont consultés lors de la Conférence de la Paix, les Roumains revendiqueront le maintien de la frontière du Traité de Trianon, qui leur donnait toute la Transylvanie proprement dite, plus une large bande de la plaine hongroise habitée par une majorité de Roumains, ainsi que le Banat.

Notons qu'en 1920, les prétentions officielles roumaines allèrent encore plus loin. La délégation roumaine aux négociations de Trianon prétendit obtenir une frontière encore plus avantageuse que celle qui fut finalement fixée, et réclama la limite de la Tisza, sous le prétexte, d'ailleurs exact, que quelques minorités roumaines sont éparpillées à l'Est de cette rivière.

Les arguments contre le maintien de la frontière de Trianon, solution qui donnerait satisfaction aux Roumains, sont les suivants:

- a) 1.500.000 Hongrois (chiffres roumains de 1940) resteraient sous la souveraineté roumaine, ce qui constituerait une cause permanente de conflits entre les deux pays.
- b) une large bande de territoire, faisant géographiquement partie de la plaine hongroise, resterait roumaine.

B) Solution radicale hongroise.

Elle consisterait dans le retour de la Transylvanie toute entière sous la souveraineté hongroise.

Arguments en faveur de cette solution:

- a) donner satisfaction complète aux Hongrois.
- b) précédents historiques remontant au Moyen-Âge et, plus récemment, situation existant de 1867 à 1918.
- c) les Carpathes constituent une frontière naturelle.

Arguments contre cette solution:

- a) 3.500.000 Roumains (chiffre roumain de 1940) retomberaient sous la souveraineté hongroise, d'où irrédentisme, source de conflits.
- b) la Roumanie, rejetée vers l'Orient, réduite aux limites de la Moldavie et de la Valachie, affaiblie, risquerait de perdre rapidement toute existence indépendante.

C) „Spiritualisation” des frontières.

C'est la solution que préconisait N. Titulesco, du temps de la Grande Roumanie. C'est une pure utopie, quand on sait les haines profondes existant entre Roumains et Hongrois. Cette solution ne pourrait servir qu'à dissimuler l'adoption de la solution „A” ou „B”, dont les inconvénients sont, à notre sens, décisifs.

D'autre part, s'il y a souveraineté totale soit de la Hongrie, soit de la Roumanie, l'expérience a montré qu'on ne peut avoir aucune confiance dans la mise en application du système de protection des minorités qui pourrait être imposé au pays souverain.

D) Faire de la Transylvanie une Suisse.

C'est la solution préconisée par certains Hongrois qui ont conscience que leur infériorité numérique en Transylvanie leur laissent peu d'espoir de voir appliquée la solution „B”.

Elle aurait l'avantage de permettre aux populations de poursuivre paisiblement leur vie. Elle répondrait aux aspirations du particularisme transylvain, commun aux différentes nationalités peuplant cette province. Enfin elle assurerait le maintien de l'unité économique de cette région.

Mais s'il est facile de créer une Transylvanie autonome sur la carte, comment assurer, même avec l'aide de hauts fonctionnaires neutres (suisse, suédois etc.), son administration, comment garantir que la Roumanie et la Hongrie s'abstiendront d'intervenir dans ses affaires intérieures, comment permettre sa vie économique sans créer des cloisonnements supplémentaires dans l'Europe danubienne. Bref, peut-on raisonnablement escompter que la Transylvanie pourra être soustraite aux diverses influences qui tenteront de s'exercer sur elle?

E) Tracé de la frontière roumano-hongroise selon les limites ethnographiques.

Nous avons déjà vu qu'une telle solution, si séduisante au premier abord, est irréalisable en raison de l'enchevêtrement des nationalités.

Le meilleur découpage possible de la Transylvanie, selon un tel critère, est certainement celui auquel l'Allemagne et l'Italie ont procédé le 30 août 1940 par l'Arbitrage de Vienne. Il a rendu 900.000 Hongrois à la Hongrie, mais en faisant passer 1.170.000 Roumains sous la souveraineté hongroise et en laissant 440.000 Hongrois en Roumanie.

Le résultat est donc bien décevant. Il a mécontenté les Roumains aussi bien que les Hongrois.

Au surplus l'Arbitrage de Vienne a littéralement désorganisé l'économie transylvaine, réduisant plusieurs régions attribuées à la Hongrie à la misère en les privant de leurs débouchés naturels (par exemple le pays des Sicules était l'arrière pays de Brasov, Sighişoara et Sibiu, dont il fut séparé); Cluj et Târgu Mureş transformées en villes frontières ont perdu toute prospérité.

3) Solution proposée

Il résulte de ce que nous venons de voir que la solution recherchée doit

- tenir compte de l'unité géographique et économique de la Transylvanie;
- trancher définitivement le problème des nationalités.

En raison de l'écrasante majorité dont dispose la population roumaine (55,8% contre 24,4% de Hongrois et 9,8% d'Allemands), il va de soi que la Transylvanie doit être attribuée à la Roumanie.

Toutefois pour donner une assise physique solide à la frontière future entre la Roumanie et la Hongrie, il conviendrait de n'attribuer à la Roumanie que le plateau transylvain proprement dit, à l'exclusion de la bande de la plaine hongroise qui lui avait été donnée par le Traité de Trianon et qui reviendrait à la Hongrie. Cependant le Banat (c'est à dire la partie de la plaine hongroise située au Sud de Mures) resterait à la Roumanie (dans les trois départements de Timiș-Torontal, Caraș et Severin, il n'y a que 100.000 Hongrois contre 510.000 Roumains et 120.000 Allemands).

La frontière pourrait être ainsi fixée selon une ligne Nord-Sud, suivant la limite Ouest du plateau transylvanien et obliquant ensuite vers l'Ouest le long du Mureș. L'établissement définitif de cette ligne ne pourrait toutefois avoir lieu qu'après enquête sur le terrain.

Partant de la frontière slovaque à 30 km à l'Ouest de Sighet, elle descendrait le long du Someș (dans la partie Sud-Nord de son cours), puis laissant Zalău à la Hongrie, suivant les crêtes occidentales des massifs des Monts Bihor (ou Monts Apuseni) selon la limite orientale des départements de Bihor et d'Arad pour atteindre le cours du Mureș une quarantaine de Kms en aval de Deva. De ce point, la frontière se dirigerait vers l'Ouest en suivant le cours du Mures jusqu'à la frontière actuelle.

En prenant pour base les chiffres du recensement de 1930, la frontière ainsi tracée aurait les conséquences suivantes sur la population des divers départements intéressés:

Départements	À la Hongrie		À la Roumanie	
	Roumains	Hongrois	Roumains	Hongrois
Satu Mare	113.000	62.000	75.000	12.000
Sălaj	193.000	108.000	–	–
Bihor	314.000	153.000	–	–
Arad	258.000	82.000	–	–

La Hongrie récupérerait de la sorte près du tiers de ses minoritaires (sur un total de 1.350.000). Par contre la Roumanie perdrait 850 à 900.000 de ses ressortissants (auxquels il faut ajouter les quelques dizaines de milliers de Roumains vivant en Hongrie entre la frontière de Trianon et la Tisza).

Il resterait à l'intérieur des frontières roumaines 900 à 950.000 Hongrois se répartissant en gros de la façon suivante:

Banat	100.000
Région de Cluj	100.000
Pays des Sicules	700.000

Les deux masses de minoritaires, sensiblement égales en nombre, seraient l'objet d'une vaste opération d'échange.

On ne saurait ignorer ce que cette solution peut avoir de choquant, d'inhumain. Hongrois et Roumains seront pour une fois d'accord pour protester contre elle et pour la rejeter. Il appartiendra donc aux Alliés de l'imposer, sans admettre qu'elle puisse être discutée.

Peut-on, en effet, mettre raisonnablement en balance les épreuves que leur transfert fera subir à ces populations, et les souffrances qu'entraînerait une guerre entre la Roumanie et la Hongrie. Le précédent des grecs d'Anatolie a montré les avantages que deux peuples hostiles pourraient retirer de l'échange de leurs minoritaires.

Au surplus, l'opération bien préparée, dotée de moyens de transports suffisants et surtout surveillée par des commissaires internationaux actifs pourrait s'effectuer sans heurts.

Bon nombre d'échangés ne souffriront d'ailleurs pas d'un grand dépaysement: le paysan hongrois du Banat s'établira quelques kilomètres plus au Nord, dans la région d'Arad où la terre est la même. De même, le Roumain du département de Sălaj n'aura pas grande peine à se planter dans la région de Cluj.

L'échange ne sera délicat – en raison de la distance comme du changement de paysage et de mode de vie – qu'entre les Sicules fixés jusqu'ici sur les contreforts des Carpathes et les Roumains provenant de la plaine hongroise.

Mais une bonne organisation permettant le transfert des biens mobiliers et l'octroi aux évacués, sous contrôle de la commission internationale, de prêts financiers à intérêt très réduit, permettront d'assurer aux populations transférées les moyens de se réadapter à leur vie nouvelle.

Pour l'avenir, le traité de paix, en imposant à la Roumanie et à la Hongrie l'échange des populations, devrait interdire de la façon la plus formelle toute propagande révisionniste ou irrédentiste, en laissant par contre aux États en question toute liberté d'extirper à leur gré le souvenir des anciennes minorités (en supprimant notamment l'enseignement en langue minoritaire, les journaux minoritaires etc.).

En résumé, le problème transylvanien ne peut être résolu de façon définitive que sur les bases suivantes:

- rattachement du plateau transylvanien à la Roumanie et maintien du Banat sous la souveraineté roumaine. Restitution de l'Est de la plaine hongroise à la Hongrie.